



Impôt fédéral direct

Berne, le 11 janvier 2017

Aux administrations cantonales
de l'impôt fédéral direct

Lettre circulaire

Impôt à la source

1 Circulaires concernant l'impôt à la source

Par notre lettre circulaire du 8 janvier 2016, nous vous avons informés des dernières modifications survenues dans les conventions de double imposition (CDI), dans les circulaires concernant l'impôt à la source et dans les aperçus des CDI y relatifs. Entre-temps, diverses CDI ont été conclues ou modifiées. En annexe, vous recevez les circulaires ainsi que les aperçus actualisés (état au 1.1.2017).

En 2017, plusieurs CDI seront à nouveau conclues ou révisées. Pour cette raison, nous vous informons que les circulaires et aperçus des CDI pour l'année prochaine ne seront publiés, selon toute vraisemblance, qu'en janvier 2018.

La notice sur l'imposition à la source des revenus acquis en compensation a également été adaptée. Les indemnités journalières versées selon la loi fédérale du 25 septembre 1952 sur les allocations pour perte de gain en cas de service et de maternité (Loi sur les allocations pour perte de gain LAPG, RS 834.1 ; cf. point 9 du tableau figurant au chiffre 1.2 de la notice annexée) sont désormais imposables à la source d'après les barèmes ordinaires (progressifs).

2 Demande de remboursement de l'impôt à la source prélevé sur les prestations provenant d'institutions de prévoyance ayant leur siège en Suisse

En rapport avec les nouvelles CDI et celles qui ont été révisées, nous avons récemment fixé de nouvelles normes de répartition pour l'imposition de prestations provenant d'institutions de prévoyance lorsque les dispositions ne correspondaient pas à celles de la convention modèle de l'OCDE (par ex. avec l'Australie, la France ou Israël). En étroite collaboration avec plusieurs autorités fiscales cantonales ainsi que le Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales, l'Administration fédérale des contributions a entièrement retravaillé le formulaire de demande de remboursement de l'impôt à la source prélevé sur les prestations provenant d'institutions de prévoyance et il est désormais possible de le remplir électroniquement.

Ce formulaire est toujours disponible en quatre langues (allemand, français, italien et anglais) mais il comprend désormais deux pages. Ainsi, il peut être utilisé pour faire valoir des demandes de remboursement de prestations en capital et de rentes provenant tant du 2^{ème} pilier que du pilier 3a. Ce formulaire sera à l'avenir périodiquement adapté aux bases légales (en particulier aux CDI).

L'ancien formulaire de demande de remboursement de l'impôt à la source prélevé sur les prestations en capital provenant d'institutions de prévoyance ayant leur siège en Suisse ne sera plus révisé.

Division Surveillance Cantons
Services spécialisés

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'D. Emch', written in a cursive style.

Daniel Emch
Le chef

Annexes :

- Circulaires et aperçus des CDI concernant l'impôt à source
- Notice sur l'imposition à la source des revenus acquis en compensation
- Formulaire de demande de remboursement de l'impôt à la source prélevé sur les prestations provenant d'institutions de prévoyance ayant leur siège en Suisse

Circulaire de l'administration fiscale cantonale sur l'imposition à la source des intérêts hypothécaires versés à des personnes qui ne sont ni domiciliées ni en séjour en Suisse

I. Personnes assujetties

Les personnes qui ne sont ni domiciliées ni en séjour en Suisse et qui, en tant que créancières ou usufruitières, reçoivent des intérêts sur une créance garantie par un immeuble sis dans le canton de sont assujetties à l'impôt à la source sur ces intérêts. Sont assujetties à l'impôt aussi bien les personnes physiques que les personnes morales (p.ex. les banques).

II. Prestations imposables

Toutes les prestations garanties par un gage immobilier, ou le nantissement d'un titre correspondant, grevant un immeuble sis dans le canton de et qui ne représentent pas un remboursement du capital (avant tout les intérêts hypothécaires) sont imposables.

Les prestations qui ne sont pas versées au contribuable lui-même mais à un tiers sont également imposables.

III. Calcul de l'impôt (impôt cantonal, communal et fédéral)

L'impôt à la source se monte à % des prestations brutes. Il n'est pas prélevé lorsque les prestations imposables sont inférieures à Fr. 300.– par année.

IV. Réserve des conventions de double imposition

De nombreuses conventions de double imposition comportent des restrictions au sujet de l'impôt à la source sur les paiements d'intérêts hypothécaires en faveur de créanciers à l'étranger. Diverses conventions de double imposition contiennent au surplus des règles particulières (entre autres pour le paiement d'intérêts à des banques, instituts financiers, institutions de prévoyance, organismes de promotion des exportations ou sociétés liées).

V. Réserve de l'accord sur la fiscalité de l'épargne avec l'UE

Si les conditions de l'art. 15 par. 2 de l'Accord CH-UE sur la fiscalité de l'épargne sont remplies, l'impôt à la source ne doit pas être prélevé.

VI. Décompte et versement à l'administration fiscale cantonale

1. Les impôts à la source arrivent à échéance avec le paiement, le versement, l'inscription au crédit ou la compensation des intérêts et doivent être versés à l'administration fiscale cantonale (canton de situation de l'immeuble) dans un délai de jours après le début du mois suivant l'échéance. En cas de retard dans le versement des impôts à la source, des intérêts moratoires sont dus.
2. Le débiteur des intérêts doit remettre à l'administration fiscale cantonale la formule officielle de décompte (formule) entièrement remplie, en indiquant le nom, le prénom et l'adresse du créancier hypothécaire (à l'étranger), le montant des intérêts hypothécaires versés, le taux de l'impôt à la source et le montant de l'impôt retenu. Il a droit à une commission de perception de % de l'impôt à la source versé.
3. Le débiteur des intérêts est responsable de la perception correcte des impôts à la source et de leur versement à l'administration fiscale cantonale.
4. L'omission intentionnelle ou par négligence du prélèvement de l'impôt à la source est considérée comme une soustraction d'impôt.

VII. Attestation de l'impôt perçu

Le contribuable doit recevoir d'office une attestation indiquant le montant de l'impôt à la source retenu.

VIII. Moyens de droit

Le contribuable ou le débiteur des intérêts qui conteste la retenue de l'impôt peut, jusqu'à fin mars de l'année qui suit, exiger une décision de l'administration fiscale cantonale.

IX. Renseignements

Des informations peuvent être demandées à l'administration fiscale du canton de situation de l'immeuble (service de l'impôt à la source, tél.).

Merkblatt der kantonalen Steuerverwaltung über die Quellenbesteuerung von Hypothekarzinsen an Personen ohne Wohnsitz oder Aufenthalt in der Schweiz

I. Steuerpflichtige Personen

Der Quellensteuer unterliegen Personen ohne Wohnsitz oder Aufenthalt in der Schweiz, die als Gläubiger oder Nutzniesser Zinsen erhalten, die durch ein Grundstück im Kanton gesichert sind. Quellensteuerpflichtig sind sowohl natürliche als auch juristische Personen (z.B. Banken).

II. Steuerbare Leistungen

Steuerbar sind alle Leistungen, die durch ein Grundstück im Kanton grundpfandrechtlich oder die durch die Verpfändung entsprechender Grundpfandtitel faustpfandrechtlich gesichert sind und die nicht Kapitalrückzahlungen darstellen (vor allem Hypothekarzinsen). Steuerbar sind auch Leistungen, die nicht dem Steuerpflichtigen selber, sondern einem Dritten zufließen.

III. Steuerberechnung

Staats-, Gemeinde- und Bundessteuern

Die Quellensteuer beträgt % der Bruttoleistungen. Sie wird nicht erhoben, wenn die steuerbaren Leistungen weniger als Fr. 300.– im Kalenderjahr betragen.

IV. Vorbehalt der Doppelbesteuerungsabkommen

Aus zahlreichen Doppelbesteuerungsabkommen ergeben sich Einschränkungen der Quellensteuer auf an Gläubiger im Ausland bezahlte Hypothekarzinszahlungen. Verschiedene Doppelbesteuerungsabkommen enthalten zudem Sonderregelungen (unter anderem für Zinszahlungen an Banken, Finanzinstitute, Vorsorgeeinrichtungen, Einrichtungen der Exportförderung oder von verbundenen Gesellschaften).

V. Vorbehalt des EU-Zinsbesteuerungsabkommens

Sind die Bedingungen gemäss Art. 15 Abs. 2 des Zinsbesteuerungsabkommens CH-EU erfüllt, entfällt die Quellenbesteuerung.

VI. Abrechnung und Ablieferung an die kantonale Steuerverwaltung

1. Die Quellensteuern werden im Zeitpunkt der Auszahlung, Überweisung, Gutschrift oder Verrechnung der Zinsen fällig und sind innert Tagen nach Beginn des auf die Fälligkeit folgenden Monats der kantonalen Steuerverwaltung (Liegenschaftskanton) zu überweisen. Für verspätet abgelieferte Quellensteuern werden Verzugszinsen berechnet.
2. Der Zinsschuldner hat der kantonalen Steuerverwaltung das vollständig ausgefüllte amtliche Abrechnungsförmular (Formular) unter Angabe von Name, Vorname und (ausländischer) Adresse des Hypothekargläubigers, ausbezahltem Hypothekarzins, Quellensteuersatz und Höhe der in Abzug gebrachten Quellensteuern einzureichen. Er hat Anspruch auf eine Bezugsprovision von % der abgelieferten Quellensteuern.
3. Der Zinsschuldner haftet für die korrekte Erhebung und Ablieferung der Quellensteuern.
4. Die vorsätzliche oder fahrlässige Unterlassung der Quellensteuererhebung gilt als Steuerhinterziehung.

VII. Ausweis über den Steuerabzug

Dem Steuerpflichtigen ist unaufgefordert eine Bescheinigung über die Höhe der in Abzug gebrachten Quellensteuern auszustellen.

VIII. Rechtsmittel

Ist der Steuerpflichtige oder der Zinsschuldner mit dem Quellensteuerabzug nicht einverstanden, so können diese bis Ende März des Folgejahres einen Entscheid der kantonalen Steuerverwaltung verlangen.

IX. Auskünfte

Auskünfte erteilen die kantonale Steuerverwaltung, in welcher das Grundstück liegt. (Abteilung Quellensteuern, Telefon).

Etat au 1^{er} janvier 2017
Les nouveautés par rapport à
l'état au 1.1.2016 sont soulignées
et signalées en marge.

Aperçu des conventions de double imposition

1. Conventions suisses de double imposition

Des conventions de double imposition contenant des dispositions régissant l'imposition des revenus que les artistes, sportifs et conférenciers réalisent en se produisant en Suisse ont été conclues avec les pays suivants:

<i>Afrique du Sud</i>	<i>Kazakhstan</i>
<i>Albanie</i>	<i>Kirghizistan</i>
<i>Algérie</i>	<i>Koweït</i>
<i>Allemagne</i>	<i>Lettonie</i>
<i>Argentine¹⁾</i>	■ <i>Liechtenstein</i>
<i>Arménie</i>	<i>Lituanie</i>
<i>Australie</i>	<i>Luxembourg</i>
<i>Autriche</i>	<i>Macédoine</i>
<i>Azerbaïdjan</i>	<i>Malaisie</i>
<i>Bangladesh</i>	<i>Malte</i>
<i>Belgique</i>	<i>Maroc</i>
<i>Biélorussie</i>	<i>Mexique</i>
<i>Bulgarie</i>	<i>Moldavie</i>
<i>Canada</i>	<i>Mongolie</i>
<i>Colombie</i>	<i>Monténégro</i>
<i>Chili</i>	<i>Norvège</i>
<i>Chine</i>	<i>Nouvelle Zélande</i>
<i>Chypre</i>	■ <i>Oman</i>
<i>Corée du Sud</i>	<i>Ouzbékistan</i>
<i>Côte d'Ivoire</i>	<i>Pakistan</i>
<i>Croatie</i>	<i>Pays-Bas</i>
<i>Danemark</i>	<i>Pérou</i>
<i>Egypte</i>	<i>Philippines</i>
<i>Emirats Arabes Unis</i>	<i>Pologne</i>
<i>Equateur</i>	<i>Portugal</i>
<i>Espagne</i>	<i>Qatar</i>
<i>Estonie</i>	<i>République tchèque</i>
<i>Etats-Unis</i>	<i>Roumanie</i>
<i>Finlande</i>	<i>Russie</i>
<i>France</i>	<i>Serbie</i>
<i>GB/Royaume-Uni</i>	<i>Singapour</i>
<i>Géorgie</i>	<i>Slovaquie</i>
<i>Ghana</i>	<i>Slovénie</i>
<i>Grèce</i>	<i>Sri Lanka</i>
<i>Hong Kong</i>	<i>Suède</i>
<i>Hongrie</i>	<i>Tadjikistan</i>
<i>Inde</i>	<i>Taipei chinois (Taïwan)</i>
<i>Indonésie</i>	<i>Thaïlande</i>
<i>Iran</i>	<i>Trinité et Tobago</i>
<i>Irlande</i>	<i>Tunisie</i>
<i>Islande</i>	<i>Turkménistan</i>
<i>Israël</i>	<i>Turquie</i>
<i>Italie</i>	<i>Ukraine</i>
<i>Jamaïque</i>	<i>Venezuela</i>
<i>Japon</i>	<i>Vietnam</i>

2. Artistes et sportifs

2.1 Revenus versés aux artistes ou aux sportifs

Les revenus qu'un artiste ou un sportif reçoit pour s'être produit en Suisse sont imposables à la source en Suisse lorsque cet artiste ou sportif

- réside dans un Etat qui n'a pas conclu de convention de double imposition avec la Suisse;
- réside dans un Etat dont la convention de double imposition avec la Suisse attribue le droit d'imposer à l'Etat du lieu du spectacle. C'est le cas de la plupart des conventions de double imposition. Des exceptions à ce principe sont pré-

vues uniquement dans les conventions de double imposition énumérées ci-après:

D'après la convention avec les **Etats-Unis**, le droit d'imposer les revenus des artistes et sportifs n'appartient à l'Etat du lieu du spectacle que si les revenus bruts provenant de leur activité (y compris les frais à leur charge ou qui leurs sont remboursés) dépassent un montant de 10 000 dollars américains ou son équivalent en francs suisses pendant l'année fiscale concernée. Etant donné qu'au moment où l'artiste ou le sportif se produit dans un canton, on ignore s'il se produira encore dans ce canton ou dans un autre canton et si cette limite sera dépassée à la fin de l'année, il y a lieu de prélever l'impôt à la source. Le cas échéant, il sera remboursé à la demande de l'artiste ou du sportif qui peut prouver, après la fin de l'année fiscale, que les conditions de l'imposition en Suisse n'étaient pas réalisées.

2.2 Revenus qui ne sont pas versés à l'artiste ou au sportif mais à un tiers

Si les revenus ne sont pas versés à l'artiste ou au sportif, mais à un tiers, ils se composent en général de deux éléments, d'une part le cachet de l'artiste ou du sportif pour sa production en Suisse et, d'autre part, la rémunération du tiers pour ses propres prestations (organisation du spectacle, placement de l'artiste ou du sportif, etc.). La rémunération des prestations de ce tiers ne constitue pas une rémunération au sens des normes des conventions de double imposition concernant les activités artistiques ou sportives, mais un bénéfice d'une entreprise ou un revenu d'une activité lucrative dépendante ou indépendante.

En vertu de la plupart des conventions suisses de double imposition, l'Etat du lieu du spectacle peut imposer les revenus versés à un tiers pour la prestation personnelle de l'artiste ou du sportif dans cet Etat. Seules les conventions avec l'**Espagne**, l'**Irlande** et le **Maroc** ne contiennent pas de disposition expresse à ce sujet.

Les conventions avec l'**Afrique du Sud**, l'**Albanie**, l'**Argentine¹⁾**, l'**Arménie**, l'**Australie**, l'**Autriche**, l'**Azerbaïdjan**, le **Bangladesh**, la **Biélorussie**, la **Bulgarie**, le **Canada**, la **Croatie**, les **Emirats Arabes Unis**, la **Finlande**, la **Géorgie**, le **Ghana**, **Hong Kong**, la **Hongrie**, **Israël**, la **Jamaïque**, le **Kazakhstan**, le **Kirghizistan**, le **Koweït**, le **Liechtenstein**, le **Luxembourg**, la **Macédoine**, le **Mexique**, la **Moldavie**, la **Mongolie**, l'**Oman**, les **Pays-Bas**, le **Pérou**, les **Philippines**, la **Pologne**, le **Qatar**, la **Roumanie**, la **Russie**, la **Slovaquie**, la **Tadjikistan**, la **Tunisie**, le **Turkménistan**, l'**Ukraine**, l'**Uruguay** et le **Venezuela** prévoient en outre que l'imposition de la rémunération versée au tiers en raison de la prestation personnelle de l'artiste ou du sportif dans l'Etat du lieu du spectacle n'est pas applicable s'il est prouvé que ni l'artiste ou le sportif ni des personnes qui lui sont liées ne participent directement ou indirectement aux bénéfices de ce tiers.

Indépendamment des formulations diverses des dispositions des conventions de double imposition, l'imposition à la source de la rémunération versée à un tiers pour la prestation d'un artiste ou d'un sportif en Suisse s'applique comme suit:

- a) Si ni l'artiste ou le sportif ni une personne qui lui est liée ne participent directement ou indirectement aux bénéfices du tiers, il faut prélever l'impôt à la source conformément au chiffre 2.1 sur la part justifiée de la rémunération globale

¹⁾ Applicable avec effet rétroactif depuis le 1^{er} janvier 2015.

qui sera versée à l'artiste ou au sportif (p. ex. sur la base du contrat conclu entre le tiers et l'artiste ou le sportif).

L'imposition en Suisse de la part de la rémunération globale qui reste au tiers dépend de la résidence de ce tiers. Elle s'établit selon le droit suisse.

- b) Si l'artiste ou le sportif ou une personne qui lui est liée participe directement ou indirectement aux bénéficiaires du tiers, il se justifie de soumettre la totalité de la rémunération à l'imposition à la source conformément au chiffre 2.1, puisqu'on peut admettre dans ce cas que la part de la prestation du tiers à l'ensemble de la rémunération revient indirectement à l'artiste ou au sportif en fonction de sa participation aux revenus de ce tiers.

2.3 Réglementation spéciale pour les présentations soutenues par des fonds publics

Un certain nombre de conventions prévoient que les règles d'imposition ci-dessus ne sont pas applicables lorsque la présentation en Suisse a été financée dans une large mesure par des fonds publics.

D'après les conventions avec l'**Allemagne**, la **Belgique**, la **Côte d'Ivoire**, **GB/le Royaume-Uni** et le **Maroc**, cette règle ne vaut que pour les artistes; en revanche, elle s'applique aussi bien aux artistes qu'aux sportifs selon les conventions avec l'**Albanie**, l'**Algérie**, l'**Argentine**¹⁾, l'**Arménie**, l'**Australie**, l'**Autriche**, l'**Azerbaïdjan**, le **Bangladesh**, la **Chine**, la **Chypre**, la **Colombie**, la **Corée du Sud**, la **Croatie**, les **Emirats Arabes Unis**, l'**Estonie**, la **France**, le **Ghana**, **Hong Kong**, la **Hongrie**, l'**Inde**, l'**Indonésie**, l'**Iran**, **Israël**, la **Jamaïque**, le **Kazakhstan**, le **Kirghizistan**, la **Lettonie**, le **Liechtenstein**, la **Lituanie**, la **Macédoine**, la **Malaisie**, **Malte**, la **Mongolie**, le **Monténégro**, l'**Oman**, les **Philippines**, les **Pays-Bas**, la **Pologne**, le **Qatar**, la **Roumanie**, la **Serbie**, **Singapour**, la **Slovénie**, le **Taipei chinois (Taïwan)**, la **Thaïlande**, la **Turquie**, le **Turkménistan**, l'**Ukraine** et l'**Uruguay**.

Les conventions avec l'**Algérie**, l'**Allemagne**, l'**Argentine**¹⁾, l'**Arménie**, l'**Australie**, l'**Autriche**, l'**Azerbaïdjan**, le **Bangladesh**, la **Bulgarie** (à partir du 1.1.2014), la **Chine**, la **Chypre**, la **Colombie**, la **Corée du Sud**, les **Emirats Arabes Unis**, la **France**, **GB/le Royaume-Uni**, le **Ghana**, la **Hongrie**, **Hong Kong**, l'**Inde**, l'**Indonésie**, l'**Iran**, **Israël**, la **Jamaïque**, le **Liechtenstein**, la **Malaisie**, **Malte**, le **Maroc**, le **Monténégro**, l'**Oman**, les **Philippines**, le **Qatar**, la **République tchèque** (à partir du 1.1.2014), la **Serbie**, **Singapour**, le **Taipei chinois (Taïwan)**, **Thaïlande**, la **Turquie** et l'**Uruguay** précisent en outre que les fonds publics doivent provenir de l'Etat de domicile de l'artiste ou du sportif.

Si l'artiste ou le sportif a son domicile dans l'un des Etats précités, l'imposition de la rémunération d'une présentation en Suisse soutenue par des fonds publics a lieu selon les dispositions de la convention concernée régissant l'imposition du revenu d'une activité lucrative dépendante ou indépendante.

3. Conférenciers

Si le conférencier est un résident d'un Etat qui n'a pas conclu de convention de double imposition avec la Suisse, la rémunération qui lui revient pour ses activités de conférencier en Suisse peut être imposée à la source conformément au droit suisse. Pour un conférencier qui est résident d'un Etat qui a conclu une convention de double imposition avec la Suisse, la question de savoir si ses revenus peuvent être imposés à la source en Suisse est en général tranchée selon les dispositions de la convention concernant les revenus provenant d'une activité lucrative indépendante.

D'après la plupart des conventions, l'imposition à la source en Suisse suppose que le conférencier y dispose régulièrement d'une base fixe (en Colombie: un établissement stable) pour exercer son activité de conférencier, ce qui devrait être très rare.

Les revenus qu'un conférencier domicilié dans l'un des pays suivants retire de ses conférences en Suisse peuvent être imposés à la source en Suisse, même s'il n'y dispose pas d'une installation fixe:

- s'il a séjourné en Suisse pendant plus de 120 jours en tout pendant une année fiscale (convention avec l'**Egypte**);
- s'il a séjourné en Suisse pendant plus de 183 jours en tout pendant une année civile (conventions avec l'**Algérie**, la **Mongolie**, et l'**Ouzbékistan**), ou pendant une année fiscale (conventions avec la **Chine**, la **Corée du Sud**, **Hong Kong**, le **Pakistan**, le **Qatar**, l'**Afrique du Sud**, la **Tunisie** et le **Vietnam**), ou pendant une période de douze mois (conventions avec l'**Azerbaïdjan**, le **Bangladesh**, le **Chili**, l'**Estonie**, l'**Inde**, le **Kazakhstan**, la **Lettonie**, la **Lituanie**, le **Mexique**, le **Pérou**, les **Philippines** et le **Taipei chinois (Taïwan)** et la **Turquie**);
- si son activité en Suisse, y compris les interruptions normales du travail, a duré en tout plus de 183 jours pendant une année civile (convention avec le **Maroc**);
- s'il a séjourné en Suisse au moins neuf mois en tout pendant une année fiscale (convention avec le **Ghana**),
- s'il a séjourné en Suisse pendant plus de 183 jours en tout pendant une période de 12 mois (conventions avec la **Côte d'Ivoire**, l'**Indonésie**, le **Sri Lanka**, et la **Thaïlande**) ou, en cas de séjour de plus courte durée, si la rémunération est versée par une personne ou pour une personne domiciliée en Suisse ou est mise à la charge d'un établissement stable suisse de la personne qui verse la rémunération;
- s'il a séjourné en Suisse pendant plus de 183 jours en tout pendant une année fiscale ou, en cas de séjour de plus courte durée, s'il a exercé son activité à la demande ou pour le compte d'une personne domiciliée en Suisse ou si la rémunération est mise à la charge d'un établissement stable suisse de la personne à la demande ou pour le compte de laquelle l'activité a été exercée (convention avec la **Malaisie**);
- s'il a séjourné en Suisse pendant plus de 30 jours en tout pendant une année civile (convention avec **Trinidad et Tobago**), ou pendant une période de douze mois (convention avec la **Jamaïque**) ou, en cas de séjour de plus courte durée, si la rémunération est versée par une personne ou pour une personne domiciliée en Suisse ou est mise à la charge d'un établissement stable suisse de la personne qui verse la rémunération;
- s'il a séjourné en Suisse pendant plus de 300 jours pendant une période de 12 mois (convention avec **Singapour**).

La convention avec l'Argentine¹⁾ ne prévoit aucun séjour minimal. La Suisse peut percevoir un impôt à la source de maximum 10 pour cent sur les revenus bruts.

¹⁾ Applicable avec effet rétroactif depuis le 1^{er} janvier 2015.

Circulaire sur l'imposition à la source des
**prestations de prévoyance découlant de rapports de
travail de droit public**

AFC

1.1.2017

État au 1^{er} janvier 2017

Les nouveautés par
rapport à l'état au 1.1.2016
sont signalées par ●

Aperçu des conventions de double imposition

Etat de domicile à l'étranger ¹⁾	Le bénéficiaire de la <u>rente</u> ou de la <u>prestation en capital</u> est citoyen de							
	la Suisse		l'autre Etat contractant		double nationalité		un Etat tiers	
	R = Procéder à la retenue à la source sur la rente: oui/non C = Possibilité de rétrocession de l'impôt à la source sur les prestations en capital: oui/non							
	R	C	R	C	R	C	R	C
Afrique du Sud	oui	non	oui	non	oui	non	oui	non
Albanie	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Algérie	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Allemagne	oui	non	oui	non	oui	non	oui	non
Argentine ²⁾	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Arménie	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Australie (jusqu'au 31.12.2014)	non	oui	non	oui	non	oui	non	oui
Australie (dès le 1.1.2015)	oui	non	non	oui	oui	non	oui	non
Autriche	oui	non	oui	non	oui	non	oui	non
Azerbaïdjan	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Bangladesh	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Belgique	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Biélorussie	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Bulgarie	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Canada	oui	non	oui	non	oui	non	oui	non
Chili	oui (max. 15%)	non	oui (max. 15%)	non	oui (max. 15%)	non	oui (max. 15%)	non
Chine	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Chypre	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Colombie	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Corée du Sud	oui	non	non	oui	oui	non	oui	non
Côte d'Ivoire	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Croatie	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Danemark	oui	non	oui	non	oui	non	oui	non
Egypte	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Emirats Arabes Unis	oui	non	oui	non	oui	non	oui	non
Equateur	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Espagne	oui	non	non	oui	oui	non	non	oui
Estonie	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Etats-Unis (USA)	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Finlande	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
France	oui	non	non	oui ³⁾	oui	non	non	oui ³⁾
GB/Royaume-Uni	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Géorgie	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Ghana	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Grèce	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Hong Kong	oui	non	oui	non	oui	non	oui	non
Hongrie (jusqu'au 31.12.2014)	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Hongrie (dès le 1.1.2015)	oui	non	oui	non	oui	non	oui	non
Inde	oui	non	oui	non	oui	non	oui	non
Indonésie	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Iran	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Irlande	oui	non	non	oui	oui	non	non	oui
Islande (jusqu'au 31.12.2015)	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Islande (dès le 1.1.2016)	oui	non	oui	non	oui	non	oui	non
Israël	oui	non	oui ⁴⁾	oui ⁴⁾	oui ⁴⁾	oui ⁴⁾	oui	non

¹⁾ Pour tous les pays qui ne figurent pas sur cette liste, l'impôt à la source sur les prestations en capital ne fait jamais l'objet d'une rétrocession et il doit toujours être prélevé sur les rentes.

²⁾ Applique avec effet rétroactif depuis le 1^{er} janvier 2015.

³⁾ En ce qui concerne les prestations en capital échues à partir du 1^{er} janvier 2011 et versées à des personnes qui n'ont pas la nationalité suisse, il est possible de demander un remboursement pour autant que ces prestations soient effectivement imposées en France (exiger un justificatif d'imposition y inclus les modalités de calcul).

● ⁴⁾ Possibilité de rétrocession, pour autant qu'imposé en Israël (exiger un justificatif d'imposition).

Etat de domicile à l'étranger	Le bénéficiaire de la <u>rente</u> ou de la <u>prestation en capital</u> est citoyen de							
	la Suisse		l'autre Etat contractant		double nationalité		un Etat tiers	
	R = Procéder à la retenue à la source sur la rente: oui/non C = Possibilité de rétrocession de l'impôt à la source sur les prestations en capital: oui/non							
	R	C	R	C	R	C	R	C
Italie	oui	non	non	oui	oui	non	non	oui
Jamaïque	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Japon	oui	non	non	oui	oui	non	non	oui
Kazakhstan	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Kirghizistan	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Koweït	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Lettonie	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Liechtenstein ⁵⁾	oui	non	oui	non	oui	non	oui	non
Lituanie	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Luxembourg	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Macédoine	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Malaysie	oui	non	oui	non	oui	non	oui	non
Malte	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Maroc	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Mexique	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Moldavie	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Mongolie	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Monténégro	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Norvège	oui (max. 15%)	Oui (pour autant qu'ils dépassent 15%)	Oui (max. 15%)	Oui (pour autant qu'ils dépassent 15%)	Oui (max. 15%)	Oui (pour autant qu'ils dépassent 15%)	Oui (max. 15%)	Oui (pour autant qu'ils dépassent 15%)
Nouvelle Zélande	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
● Oman	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Ouzbékistan	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Pakistan	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Pays-Bas	non ⁶⁾	non	non ⁶⁾	non	non ⁶⁾	non	non ⁶⁾	non
Pérou	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Philippines	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Pologne	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Portugal	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Qatar	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
République tchèque	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Roumanie	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Russie	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Serbie	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Singapour	oui	non	non	non	non	non	oui	non
Slovaquie	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Slovénie	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Sri Lanka	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
● Suède (jusqu'au 31.12.2012)	oui	non	non ⁷⁾	oui ⁷⁾	oui	non	non ⁷⁾	oui ⁷⁾
● Suède (dès le 1.1.2013)	oui	non	oui	non	oui	non	oui	non
Tadjikistan	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Taipei chinois (Taïwan)	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Thaïlande	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Trinité-et-Tobago	oui	non	oui	non	oui	non	oui	non
Tunisie	oui	non	oui	non	oui	non	oui	non
Turkménistan	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Turquie	oui	non	oui	non	oui	non	oui	non
Ukraine	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Uruguay	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Venezuela	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non
Vietnam	oui	non	non	oui	non	oui	oui	non

⁵⁾ Pas d'imposition pour les rentes resp. possibilité de rétrocession pour les prestations en capital, issues d'un rapport de travail antérieur auprès d'institutions régies par le droit public et auxquelles les deux Etats participent en commun.

⁶⁾ Les conditions du droit d'imposition de l'état de caisse selon article 18 alinéa 2 de la convention sont de nature cumulative. La lettre b n'est pas respectée, puisque les pensions provenant du droit privé de l'étranger sont imposables entièrement au taux du revenu des activités lucratives aux Pays-Bas.

⁷⁾ Egalement valable pour les rentes courant avant le 28 février 2011 ainsi que pour les prestations en capital échéant avant cette date, pour autant que ces rentes et prestations en capital soient versées à des personnes ayant déplacé leur domicile depuis la Suisse vers la Suède avant le 28 février 2011.

Circulaire sur l'imposition à la source des
**prestations de prévoyance versées par des institutions
de droit privé et des prestations provenant de formes
reconnues de la prévoyance individuelle liée**

AFC

1.1.2017

État au 1^{er} janvier 2017

Les nouveautés par
rapport à l'état au 1.1.2016
sont signalées par ●

Aperçu des conventions de double imposition

Etat de domicile à l'étranger ¹⁾	Prestations de la prévoyance privée (deuxième pilier)		Prestations provenant de formes reconnues de la prévoyance individuelle liée (pilier 3a)	
	Rentes	Prestations en capital	Rentes	Prestations en capital
	Retenue d'impôt oui/non	Rétrocession possible oui/non	Retenue d'impôt oui/non	Rétrocession possible oui/non
Afrique du Sud	oui	non	oui	non
Albanie	non	oui	non	oui
Algérie	non	oui	non	oui
Allemagne	non	oui	non	oui
Argentine ²⁾	non	oui	non	non
Arménie	non	oui	non	oui
Australie (jusqu'au 31.12.2014)	non	oui	non	non
Australie (dès le 1.1.2015)	oui ³⁾	non	oui ³⁾	non
Autriche	non	oui	non	oui
Azerbaïdjan	non	oui	non	oui
Bangladesh	non	oui	non	oui
Belgique	non	oui	non	oui
Biélorussie	non	oui	non	oui
Bulgarie	oui ³⁾	oui ³⁾	oui ³⁾	oui ³⁾
Canada	oui (max. 15 %)	non	oui (max. 15 %)	non
Chili	oui (max. 15 %)	non	oui	non
Chine (jusqu'au 31.12.2014)	non	oui	oui	non
Chine (dès le 1.1.2015)	oui ³⁾	oui ³⁾	non	oui
Chypre	oui ³⁾	oui ³⁾	non	oui
Colombie	non	oui	non	oui
Corée du Sud	non	oui	non	oui
Côte d'Ivoire	non	oui	non	oui
Croatie	non	oui	non	oui
Danemark (jusqu'au 31.12.2010)	non ⁴⁾	oui ⁴⁾	non ⁴⁾	oui ⁴⁾
Danemark (dès le 1.1.2011)	oui	non	oui	non
Egypte	non	oui	non	non
Emirats Arabes Unis	oui	non	oui	non
Equateur	non	oui	non	oui
Espagne	non	oui	non	oui
Estonie	non	oui	non	oui
Etats-Unis (USA)	non	oui	non	oui
Finlande	non	oui	non	oui
France	non	oui ⁵⁾	non	oui ⁵⁾
GB/Royaume-Uni	non	non	non	non
Géorgie	non	oui	non	oui
Ghana	non	oui	non	oui
Grèce	non	oui	non	oui
Hong Kong	oui	non	oui	non
Hongrie (jusqu'au 31.12.2014)	non	oui	non	oui
Hongrie (dès le 1.1.2015)	oui	non	oui	non
Inde	non	oui	non	oui
Indonésie	non	oui	non	non
Iran	non	oui	non	oui
Irlande	non	oui	non	oui
Islande (jusqu'au 31.12.2015)	non	oui	non	oui
Islande (dès le 1.1.2016)	oui	non	oui	non

1) Pour tous les pays qui ne figurent pas sur cette liste, l'impôt à la source sur les prestations en capital ne fait jamais l'objet d'une rétrocession et il doit toujours être prélevé sur les rentes.

2) Applicable avec effet rétroactif depuis le 1^{er} janvier 2015.

3) Possibilité de rétrocession, pour autant qu'imposé dans l'état de domicile (exiger un justificatif d'imposition).

4) Toujours valable pour les rentes octroyées avant le 21 août 2009 et pour les prestations en capital échues avant cette date, pour autant que ces rentes et prestations en capital soient versées à des personnes qui ont déplacé leur domicile de la Suisse vers le Danemark avant le 21 août 2009.

5) Il est possible de demander le remboursement des prestations en capital échues à partir du 1^{er} janvier 2011, pour autant que ces prestations soient effectivement imposées en France (exiger un justificatif d'imposition y inclus les modalités de calcul).

Etat de domicile à l'étranger	Prestations de la prévoyance privée (deuxième pilier)		Prestations provenant de formes reconnues de la prévoyance individuelle liée (pilier 3a)	
	Rentes	Prestations en capital	Rentes	Prestations en capital
	Retenue d'impôt oui/non	Rétrocession possible oui/non	Retenue d'impôt oui/non	Rétrocession possible oui/non
Israël	oui ⁶⁾	oui ⁶⁾	oui ⁶⁾	oui ⁶⁾
Italie	non	oui	non	oui
Jamaïque	non	oui	non	oui
Japon	non	oui	non	oui
Kazakhstan	non	oui	non	oui
Kirghizistan	non	oui	non	oui
Koweït	non	oui	non	oui
Lettonie	non	oui	non	oui
● Liechtenstein	non	oui	non	oui
Lituanie	non	oui	non	oui
Luxembourg	non	oui	non	oui
Macédoine	non	oui	non	oui
Malaysie	non	oui	non	oui
Malte	non	oui	non	oui
Maroc	non	oui	non	oui
Mexique	non	oui	oui	nein
Moldavie	non	oui	non	oui
Mongolie	non	oui	non	oui
Monténégro	non	oui	non	oui
Norvège	oui (max. 15%)	OUI (pour autant qu'ils dépassent 15%)	non	oui
Nouvelle Zélande	non	oui	non	non
● Oman	oui	non	non	oui
Ouzbékistan	non	oui	non	oui
Pakistan	non	non	oui	non
Pays-Bas	non ⁷⁾	non	non ⁷⁾	non
Pérou	oui ⁸⁾	oui ⁸⁾	oui	non
Philippines	non	oui	oui	non
Pologne	non	oui	non	oui
Portugal	non	oui	non	oui
Qatar	oui	non	oui	non
République tchèque	non	oui	non	oui
Roumanie	non	oui	non	oui
Russie	non	oui	non	oui
Serbie	non	oui	non	oui
Singapour	non	oui	oui	non
Slovaquie	non	oui	non	oui
Slovénie	non	oui	non	oui
Sri Lanka	non	oui	non	oui
Suède (jusqu'au 31.12.2012)	non ⁹⁾	oui ⁹⁾	non ⁹⁾	oui ⁹⁾
Suède (dès le 1.1.2013)	oui	non	oui	non
Tadjikistan	non	oui	non	oui
Taipei chinois (Taïwan)	oui	non	non	oui
Thaïlande	non	oui	oui	non
Trinité-et-Tobago	non	non	non	non
Tunisie	non	oui	non	oui
Turkménistan	non	oui	non	oui
Turquie	non	oui	non	oui
Ukraine	non	oui	non	oui
Uruguay	oui ¹⁰⁾	oui ¹⁰⁾	oui ¹⁰⁾	oui ¹⁰⁾
Venezuela	non	oui	non	oui
Vietnam	non	oui	oui	non

● ⁶⁾ Possibilité de rétrocession, pour autant qu'imposé en Israël (exiger un justificatif d'imposition).

⁷⁾ Les conditions du droit d'imposition de l'état de caisse selon article 18 alinéa 2 de la convention sont de nature cumulative. La lettre b n'est pas respectée, puisque les pensions provenant du droit privé de l'étranger sont imposables entièrement au taux du revenu des activités lucratives aux Pays-Bas.

⁸⁾ Possibilité de rétrocession, pour autant qu'imposé dans l'état de domicile (exiger un justificatif d'imposition).

⁹⁾ Egalement valable pour les rentes courant avant le 28 février 2011 ainsi que pour les prestations en capital échéant avant cette date, pour autant que ces rentes et prestations en capital soient versées à des personnes ayant déplacé leur domicile depuis la Suisse vers la Suède avant le 28 février 2011.

¹⁰⁾ Il est possible de demander un remboursement pour autant que ces prestations soient effectivement imposées en Uruguay (exiger un justificatif d'imposition).

L'activité lucrative d'étudiants (E), d'apprentis (A) et de stagiaires (S) étrangers

État au 1^{er} janvier 2017
Aucune nouveauté par rapport
à l'état au 1.1.2016.

Aperçu des conventions de double imposition

Remarque préliminaire

La plupart des conventions de double imposition (CDI) prévoient que les revenus provenant de sources situées hors de Suisse et versés pour l'entretien et la formation d'E/A/S (dans certaines conventions: seulement S) originaires de l'autre Etat contractant ne peuvent pas être imposés dans notre pays.

Cette réglementation ne revêt toutefois aucune importance pour le prélèvement de l'impôt à la source puisque les revenus de source étrangère ne peuvent pas être assujettis à l'impôt à la source suisse.

Par contre, les revenus d'une activité lucrative exercée en Suisse par des E/A/S étrangers – sans tenir compte que la Suisse ait conclu ou pas une CDI avec le pays d'origine du ressortissant étranger – peuvent en principe être imposés à la source en observant toutefois que les conventions passées avec l'**Algérie**, l'**Arménie**, le **Bangladesh**, la **Bulgarie**, la **Croatie**, le **Ghana**, l'**Inde**, le **Koweït**, la **Macédoine**, le **Maroc**, la **Mongolie**, le **Monténégro**, les **Philippines**, la **Pologne**, le **Qatar**, la **Serbie**, la **Slovénie**, la **République Tchèque**, la **Thaïlande** et la **Turquie** prévoient explicitement une égalité de traitement avec les personnes résidant en Suisse.

Particularités

Les CDI suivantes prévoient certaines exemptions sur la base desquelles il convient de rétrocéder, sur demande, l'impôt à la source suisse prélevé.

1.1 Pays de provenance: Côte d'Ivoire, Pakistan et Sri Lanka

Exonération d'impôt durant 12 mois au maximum sur les rémunérations qu'un E/A/S reçoit pour l'exercice d'une activité lucrative dépendante en rapport direct avec ses études ou sa formation et pour autant que le montant de la rémunération de ce travail n'excède pas 18 000 fr.

1.2 Pays de provenance: Tunisie

Exonération d'impôt durant 12 mois au maximum sur les rémunérations qu'un E/A/S reçoit pour l'exercice d'une activité lucrative dépendante en rapport direct avec ses études ou sa formation et pour autant que le montant de la rémunération de ce travail n'excède pas 6 000 fr.

Il s'ensuit que, dans le cas d'un E/A/S provenant d'un des états mentionnés sous chiffres 1.1 ou 1.2, l'impôt prélevé à la source doit être rétrocédé pour une durée maximale de 12 mois (l'année civile n'est pas prise en considération dans les critères de détermination de la durée de l'activité). Ainsi, lorsque la rémunération tirée d'une activité lucrative n'excède pas 18 000 fr. (6 000 fr. pour un E/A/S provenant de Tunisie), l'impôt sera toujours rétrocédé pour autant que la durée de l'activité lucrative soit inférieure ou égale à 12 mois. Il en sera de même pour les 12 premiers mois d'activité lorsque la durée de celle-ci est supérieure à 12 mois. Si le montant de 18 000 fr. (6 000 fr. pour un E/A/S provenant de Tunisie) est dépassé durant les 12 premiers mois d'activité, il n'y a pas lieu de rétrocéder l'impôt à la source. L'impôt est également définitivement dû dès le 13^{ème} mois d'activité en Suisse.

2.1 Pays de provenance: Indonésie et Jamaïque

Exonération d'impôt sur les rémunérations qu'un E/A/S reçoit pour l'exercice d'une activité lucrative dépendante d'une durée de 12 mois au plus en rapport direct avec ses études ou sa formation, pour autant que le montant de la rémunération de ce travail n'excède pas 18 000 fr.

2.2 Pays de provenance:

Malaisie, Portugal ainsi que Trinité et Tobago

Exonération d'impôt sur les rémunérations qu'un E/A/S reçoit pour l'exercice d'une activité lucrative dépendante d'une durée de 12 mois au plus en rapport direct avec ses études ou sa formation, pour autant que le montant de la rémunération de ce travail n'excède pas 12 000 fr.

Il s'ensuit que, dans le cas d'un E/A/S provenant d'un des Etats mentionnés sous chiffres 2.1 ou 2.2, l'impôt prélevé à la source est définitivement dû dans sa globalité si la durée de l'activité lucrative exercée en Suisse est supérieure à 12 mois (l'année civile n'est pas prise en considération dans les critères de détermination de la durée de l'activité) ou si le montant de la rémunération tirée d'une activité lucrative d'une durée inférieure ou égale à 12 mois dépasse 18 000 fr., resp. 12 000 fr. Une rétrocession de l'impôt ne peut donc être envisagée que lorsque la période d'activité ne dépasse pas 12 mois et lorsque, parallèlement, le montant de la rémunération n'excède pas 18 000 fr., resp. 12 000 fr.

3. Pays de provenance: Irlande et Suède

Exonération d'impôt pour les rémunérations qu'un E/A/S (Irlande) resp. qu'un E (Suède) reçoit pour l'exercice d'une activité lucrative ne dépassant pas 100 jours au cours d'une année fiscale et qui est en rapport avec sa formation.

Cela signifie que l'impôt prélevé à la source est définitivement dû dans sa globalité si l'activité lucrative exercée en Suisse est supérieure à une durée de 100 jours au cours d'une année fiscale. Le montant de la rémunération ne joue ici aucun rôle. Une rétrocession de l'impôt ne peut donc être envisagée que lorsque la période d'activité est inférieure ou égale à 100 jours.

Erwerbseinkünften ausländischer Studenten (S), Lehrlinge (L) und Praktikanten (P)

Stand: 1. Januar 2017
Keine Neuerungen gegenüber dem Stand per 1.1.2016.

Übersicht über die Doppelbesteuerungsabkommen

Vorbemerkung

Die meisten Doppelbesteuerungsabkommen bestimmen, dass Einkünfte der aus anderen Vertragsstaaten stammenden S/L/P (unter gewissen Abkommen: nur S), die ihnen für den Unterhalt oder für ihre Ausbildung aus Quellen ausserhalb der Schweiz zufließen, in der Schweiz nicht besteuert werden können.

Für die Belange der Erhebung einer Quellensteuer ist diese Bestimmung ohne Bedeutung, können doch Einkünfte aus ausländischen Quellen ohnehin keiner schweizerischen Quellensteuer unterworfen werden.

Einkünfte ausländischer S/L/P aus Erwerbstätigkeit in der Schweiz können – ungeachtet dessen, ob die Schweiz mit dem Herkunftsstaat ein Doppelbesteuerungsabkommen abgeschlossen hat oder nicht – grundsätzlich an der Quelle besteuert werden, wobei die Abkommen mit **Algerien, Armenien, Bangladesch, Bulgarien, Ghana, Indien, Katar, Kroatien, Kuwait, Marokko, Mazedonien, der Mongolei, Montenegro, den Philippinen, Polen, Serbien, Slowenien, Thailand, der Tschechischen Republik und der Türkei** ausdrücklich eine Gleichbehandlung mit in der Schweiz ansässigen Personen verlangen.

Besonderheiten

Folgende Doppelbesteuerungsabkommen sehen aber gewisse Befreiungen vor, aufgrund derer die schweizerische Quellensteuer unter Umständen auf Antrag rückerstattet werden muss.

1.1 Herkunftsstaaten:

Elfenbeinküste, Pakistan und Sri Lanka

Steuerbefreiung für S/L/P während höchstens 12 Monaten auf Vergütungen aus einer im direkten Zusammenhang mit dem Studium oder der Ausbildung stehender unselbständigen Erwerbstätigkeit, sofern die Vergütung aus dieser Arbeit 18 000 Fr. nicht übersteigt.

1.2 Herkunftsstaat: **Tunesien**

Steuerbefreiung für S/L/P während höchstens 12 Monaten auf Vergütungen aus einer im direkten Zusammenhang mit dem Studium oder der Ausbildung stehenden unselbständigen Erwerbstätigkeit, sofern die Vergütung aus dieser Arbeit 6000 Fr. nicht übersteigt.

Demzufolge ist, im Fall eines S/L/P aus einem der unter 1.1 oder 1.2 erwähnten Staaten, die erhobene Quellensteuer bis zu einer Dauer von maximal 12 Monaten zurückzuerstatten (das Kalenderjahr wird für die Ermittlung der Dauer der Erwerbstätigkeit nicht berücksichtigt). Somit wird die Steuer immer zurückerstattet, sofern die Einkünfte aus einer Erwerbstätigkeit nicht 18 000 Fr. (6000 Fr. für einen S/L/P aus Tunesien) und die Dauer der Erwerbstätigkeit nicht 12 Monate übersteigen. Desgleichen für die ersten 12 Monate wenn die Erwerbstätigkeit 12 Monate übersteigt. Wenn die Erwerbseinkünfte in den ersten 12 Monaten 18 000 Fr. (6000 Fr. für einen S/L/P aus Tunesien) übersteigen, so wird die Quellensteuer nicht zurückerstattet. Die Steuer ist ab dem 13. Monat der Erwerbstätigkeit in der Schweiz endgültig geschuldet.

2.1 Herkunftsstaaten: **Indonesien und Jamaika**

Steuerbefreiung für S/L/P für Einkünfte aus einer in einem direkten Zusammenhang mit dem Studium oder der Ausbildung stehenden unselbständigen Erwerbstätigkeit von höchstens zwölf Monaten Dauer, sofern die Vergütung aus dieser Arbeit 18 000 Fr. nicht übersteigt.

2.2 Herkunftsstaaten:

Malaysia, Portugal sowie Trinidad und Tobago

Steuerbefreiung für S/L/P für Einkünfte aus einer in einem direkten Zusammenhang mit dem Studium oder der Ausbildung stehenden unselbständigen Erwerbstätigkeit von höchstens zwölf Monaten Dauer, sofern die Vergütung aus dieser Arbeit 12 000 Fr. nicht übersteigt.

Demzufolge ist, im Fall eines S/L/P aus einem der unter 2.1 oder 2.2 erwähnten Staaten, die erhobene Steuer endgültig geschuldet, wenn die Erwerbstätigkeit in der Schweiz länger als 12 Monate dauert (das Kalenderjahr wird für die Ermittlung der Dauer der Tätigkeit nicht berücksichtigt) oder wenn die Einkünfte aus einer Erwerbstätigkeit für die Dauer von weniger oder gleich 12 Monaten 18 000 Fr. bzw. 12 000 Fr. übersteigen. Eine Rückerstattung der Steuer kann somit nur in Betracht gezogen werden, wenn die Dauer der Erwerbstätigkeit nicht 12 Monate und gleichzeitig die Erwerbseinkünfte nicht 18 000 Fr. bzw. 12 000 Fr. übersteigen.

3. Herkunftsstaaten: **Irland und Schweden**

Steuerbefreiung für S/L/P (Irland) bzw. S (Schweden) für Einkünfte aus einer 100 Tage im Laufe eines Steuerjahres nicht übersteigenden Erwerbstätigkeit, die im Zusammenhang mit der Ausbildung steht.

Dies bedeutet, dass die erhobene Steuer endgültig geschuldet ist, wenn die Erwerbstätigkeit in der Schweiz länger als 100 Tage in einem Steuerjahr dauert. Die Höhe der Entschädigung spielt in diesem Fall keine Rolle. Eine Rückerstattung der Steuer fällt nur in Betracht, wenn die Dauer der Erwerbstätigkeit 100 Tage nicht übersteigt.

Circulaire sur l'imposition à la source des travailleurs dans une entreprise de transports internationaux

AFC

1.1.2017

Aperçu des conventions de double imposition

État au 1^{er} janvier 2017

Les nouveautés par rapport à l'état au 1.1.2016 sont signalées par ●

L'impôt à la source doit être prélevé:

- a Lorsque la direction effective des affaires se trouve en Suisse. Dans le cas de sociétés de navigation maritime ou intérieure, lorsque la direction des affaires se fait à bord du navire ou du bateau, le droit d'imposer revient à la Suisse si le navire ou le bateau a un port d'attache en Suisse ou, à défaut de celui-ci, si l'exploitant est domicilié en Suisse.
- b Lorsque l'entreprise est exploitée par une personne résidant en Suisse.
- c Lorsque l'activité s'exerce sur un navire ou un bateau immatriculé en Suisse ou dont les papiers sont enregistrés en Suisse.
- d La Suisse n'a pas le droit d'imposer.
- e Seule la part du travail effectuée en Suisse peut être imposée par la Suisse.

Etat de domicile étranger ¹⁾	Equipage sur/dans			
	Bateau dans le trafic international	Aéronef dans le trafic international	Bateau à l'intérieur du pays	Véhicule de transports routiers internationaux
Afrique du Sud	b	b	e	e
Albanie	a	a	e	e
Algérie	a	a	e	e
Allemagne	a	a	a	e
Argentine ⁷⁾	a	a	e	e
Arménie	b	b	e	b
Australie	b	b	e	e
Autriche	a	a	a	e
Azerbaïdjan	b	b	e	e
Bangladesh	a	a	e	e
Belgique	a	a	a	e
Biélorussie	b	b	e	b
Bulgarie	a	a	a	a
Canada	b	b	e	e
Chili	b	b	e	e
Chine	a	a	e	e
Chypre	b	b	e	e
Colombie	a	a	e	e
Corée du Sud	d	d	e	e
Côte-d'Ivoire	a	a	e	e
Croatie	a	a	a	e
Danemark	a	a ²⁾	e	e
Egypte	a	a	e	e
Emirats Arabes Unis	a	a	e	e
Equateur	a	a	e	e
Espagne	a	a	e	e
Estonie	b	b	e	e
Etats-Unis (USA)	d	d	e	e
Finlande	b	b	e	e
France ⁶⁾	a	a	a	e
GB/Royaume-Uni	a	a	a	e
Géorgie	a	a	e	e
Ghana	a	a	e	e
Grèce	c ³⁾	a	e	e
Hong Kong	b	b	e	e
Hongrie	a	a	e	a
Inde	b	b	e	e
Indonésie	b	b	e	e
Iran	b	b	e	e
Irlande	a	a	e	e
Islande	a	a	e	e
Israël	a	a	e	e
Italie	a	a	a	e
Jamaïque	b	b	e	e
Japon	b	b	e	e
Kazakhstan	b	b	e	e
Kirghizistan	a	a	e	a
Koweït	a	a	e	e
Lettonie	b	b	e	e
● Liechtenstein	a	a	e	e
Lituanie	b	b	e	e
Luxembourg	a	a	a	e
Macédoine	a	a	e	a
Malaysia	b	b	e	e
Malte	b	b	e	e

Etat de domicile étranger ¹⁾	Equipage sur/dans			
	Bateau dans le trafic international	Aéronef dans le trafic international	Bateau à l'intérieur du pays	Véhicule de transports routiers internationaux
Maroc	a	a	e	e
Mexique	a	a	e	e
Moldavie	b	b	e	e
Mongolie	a	a	e	a
Monténégro	a	a	e	a
Norvège	b ⁴⁾	b ⁵⁾	e	e
Nouvelle Zélande	a	a	e	e
● Oman	b	b	e	e
Ouzbékistan	b	b	e	b
Pakistan	a	a	e	e
Pays-Bas	a	a	a	e
Pérou	b	b	e	e
Philippines	a	a	e	e
Pologne	a	a	a	e
Portugal	b	b	e	e
Qatar	a	a	e	e
République tchèque	a	a	e	e
Roumanie	a	a	e	a
Russie	b	b	e	e
Serbie	a	a	e	a
Singapour	b	b	e	e
Slovaquie	a	a	e	a
Slovénie	a	a	e	e
Sri Lanka	a	a	e	e
Suède	a	a	e	e
Tadjikistan	a	a	e	e
Taipei chinois (Taïwan)	b	b	e	e
Thaïlande	b	b	e	e
Trinité-et-Tobago	a	a	e	e
Tunisie	a	a	e	e
Turkménistan	a	a	e	e
Turquie	b	b	e	b
Ukraine	b	b	e	b
Uruguay	a	a	e	e
Venezuela	a	a	e	e
Vietnam	b	b	e	e

1) Pour tous les pays qui ne figurent pas sur cette liste, l'impôt à la source doit être prélevé.

2) Pour les équipages de la SAS: lettre d.

3) Lorsque les navires sont immatriculés ou leurs papiers enregistrés dans un Etat tiers: lettre b.

4) Pour les navires inscrits au registre international des navires norvégiens: l'imposition relève de l'Etat de domicile.

5) Pour les équipages employés par la SAS: l'imposition relève de l'Etat de domicile.

6) Pour l'occupation des trains dans le transport ferroviaire international à partir du 1^{er} janvier 2011: lettre a.

7) Applicable avec effet rétroactif depuis le 1^{er} janvier 2015.

Merkblatt über die Quellenbesteuerung von Arbeitnehmern bei internationalen Transporten

ESTV 1.1.2017

Stand: 1. Januar 2017

Neuerungen gegenüber dem Stand per 1.1.2016 sind mit ● gekennzeichnet.

Übersicht über die Doppelbesteuerungsabkommen

Der Quellensteuerabzug ist vorzunehmen:

- a Wenn sich der Ort der tatsächlichen Geschäftsleitung in der Schweiz befindet. Befindet sich der Ort der tatsächlichen Geschäftsleitung eines Unternehmens der Seeschifffahrt oder Binnenschifffahrt an Bord des Schiffes, so steht der Schweiz das Besteuerungsrecht zu, wenn das Schiff einen schweizerischen Heimathafen hat oder, wenn ein Heimathafen fehlt, wenn der Betreiber des Schiffes in der Schweiz ansässig ist.
- b Wenn das Unternehmen von einer in der Schweiz ansässigen Person betrieben wird.
- c Wenn die Tätigkeit auf einem Schiff ausgeübt wird, welches in der Schweiz registriert oder in der Schweiz mit Dokumenten versehen ist.
- d Es besteht kein Besteuerungsrecht in der Schweiz.
- e Es kann nur derjenige Teil der Arbeitsleistung besteuert werden, der in der Schweiz erbracht wird.

Ausländischer Wohnsitzstaat ¹⁾	Besatzungen von			
	Schiffen im internationalen Verkehr	Luftfahrzeugen im internationalen Verkehr	Schiffen im Inland	Fahrzeugen im internationalen Strassen-transport

Ägypten	a	a	e	e
Albanien	a	a	e	e
Algerien	a	a	e	e
Argentinien ⁷⁾	a	a	e	e
Armenien	b	b	e	b
Aserbaidschan	b	b	e	e
Australien	b	b	e	e
Bangladesch	a	a	e	e
Belarus	b	b	e	b
Belgien	a	a	a	e
Bulgarien	a	a	a	a
Chile	b	b	e	e
China	a	a	e	e
Chinesisches Taipeh (Taiwan)	b	b	e	e
Dänemark	a	a ²⁾	e	e
Deutschland	a	a	a	e
Ecuador	a	a	e	e
Elfenbeinküste	a	a	e	e
Estland	b	b	e	e
Finnland	b	b	e	e
Frankreich ⁶⁾	a	a	a	e
GB/Vereinigtes Königreich	a	a	a	e
Georgien	a	a	e	e
Ghana	a	a	e	e
Griechenland	c ³⁾	a	e	e
Hongkong	b	b	e	e
Indien	b	b	e	e
Indonesien	b	b	e	e
Iran	b	b	e	e
Irland	a	a	e	e
Island	a	a	e	e
Israel	a	a	e	e
Italien	a	a	a	e
Jamaika	b	b	e	e
Japan	b	b	e	e
Kanada	b	b	e	e
Kasachstan	b	b	e	e
Katar	a	a	e	e
Kirgisistan	a	a	e	a
Kroatien	a	a	a	e
Kolumbien	a	a	e	e
Kuwait	a	a	e	e
Lettland	b	b	e	e
● Liechtenstein	a	a	e	e
Litauen	b	b	e	e
Luxemburg	a	a	a	e
Malaysia	b	b	e	e
Malta	b	b	e	e
Marokko	a	a	e	e
Mazedonien	a	a	e	a
Mexiko	a	a	e	e
Moldova	b	b	e	e
Mongolei	a	a	e	a
Montenegro	a	a	e	a

Ausländischer Wohnsitzstaat ¹⁾	Besatzungen von			
	Schiffen im internationalen Verkehr	Luftfahrzeugen im internationalen Verkehr	Schiffen im Inland	Fahrzeugen im internationalen Strassen-transport

Neuseeland	a	a	e	e
Niederlande	a	a	a	e
Norwegen	b ⁴⁾	b ⁵⁾	e	e
● Oman	b	b	e	e
Österreich	a	a	a	e
Pakistan	a	a	e	e
Peru	b	b	e	e
Philippinen	a	a	e	e
Polen	a	a	a	e
Portugal	b	b	e	e
Rumänien	a	a	e	a
Russland	b	b	e	e
Schweden	a	a	e	e
Serbien	a	a	e	a
Singapur	b	b	e	e
Slowakei	a	a	e	a
Slowenien	a	a	e	e
Spanien	a	a	e	e
Sri Lanka	a	a	e	e
Südafrika	b	b	e	e
Südkorea	d	d	e	e
Tadschikistan	a	a	e	e
Thailand	b	b	e	e
Trinidad und Tobago	a	a	e	e
Tschechische Republik	a	a	e	e
Tunesien	a	a	e	e
Türkei	b	b	e	b
Turkmenistan	a	a	e	e
Ukraine	b	b	e	b
Ungarn	a	a	e	a
Uruguay	a	a	e	e
Usbekistan	b	b	e	b
Venezuela	a	a	e	e
Vereinigte Arabische Emirate	a	a	e	e
Vereinigte Staaten (USA)	d	d	e	e
Vietnam	b	b	e	e
Zypern	b	b	e	e

- 1) Bei allen übrigen Ländern, die auf obiger Liste nicht aufgeführt sind, ist die Quellensteuer stets in Abzug zu bringen.
- 2) Für SAS-Besatzungen: Buchstabe d.
- 3) Wenn die Schiffe in einem Drittstaat registriert oder mit Dokumenten versehen sind: Buchstabe b.
- 4) Für im norwegischen internationalen Schiffsregister eingetragene Schiffe: Besteuerungsrecht liegt beim Empfängerstaat.
- 5) Für SAS-Besatzungen: Besteuerungsrecht liegt beim Empfängerstaat.
- 6) Ab 1. Januar 2011 für Besatzungen von Zügen im internationalen Eisenbahnverkehr: Buchstabe a.
- 7) Gilt rückwirkend ab dem 1. Januar 2015.

Circulaire de l'administration fiscale cantonale sur l'imposition à la source des indemnités versées à des membres de conseil d'administration ou de la direction de personnes morales qui ne sont ni domiciliés, ni en séjour en Suisse

I. Personnes assujetties

Les personnes membres de conseil d'administration ou de la direction de personnes morales, ayant leur siège ou leur administration effective dans le canton de sont assujetties à l'impôt à la source sur les indemnités qu'elles touchent à ce titre. Les personnes membres de conseil d'administration ou de la direction des personnes morales étrangères ayant un établissement stable dans le canton de sont également assujetties à l'impôt à la source sur les indemnités qu'elles touchent et qui sont mises à la charge de cet établissement stable (cf. aussi chiffre IV).

II. Prestations imposables

Les tantièmes, les jetons de présence, les indemnités fixes et autres rémunérations versées au contribuable en sa qualité de membre de l'administration ou de la direction d'une personne morale sont imposables. Seuls les frais de voyage et de logement, dûment justifiés, ne sont pas imposables.

III. Calcul de l'impôt

Impôt cantonal, communal et fédéral

L'impôt à la source se monte à % des prestations brutes. Il n'est pas prélevé lorsque les prestations imposables sont inférieures à fr. 300.– par année.

IV. Réserve des conventions de double imposition

Selon les conventions de double imposition conclues par la Suisse, les rémunérations aux membres de l'administration ne peuvent être imposées en Suisse que si la société est elle-même résidente en Suisse, c'est-à-dire qu'elle n'y a pas qu'un établissement stable.

V. Décompte et versement à l'administration fiscale cantonale

1. Les impôts à la source arrivent à échéance avec le paiement, le versement, l'inscription au crédit ou la compensation des prestations imposables et doivent être versés à l'administration fiscale cantonale dans un délai de jours après l'échéance. En cas de retard dans le versement des impôts à la source, des intérêts moratoires sont dus.
2. Le débiteur des prestations doit remettre à l'administration fiscale cantonale la formule officielle de décompte (formule) entièrement remplie, en indiquant le nom, le prénom et l'adresse à l'étranger du contribuable, l'entrée et le départ en sa qualité de membre de l'administration ou de la direction, le montant des prestations versées, le taux de l'impôt à la source et le montant de l'impôt retenu. Il a droit à une commission de perception de % de l'impôt à la source versé.
3. Le débiteur des prestations est responsable de la perception correcte des impôts à la source et de leur versement à l'administration fiscale cantonale.
4. L'omission intentionnelle ou par négligence du prélèvement de l'impôt à la source est considérée comme une soustraction d'impôt.

VI. Attestation de l'impôt perçu

Le contribuable doit recevoir d'office une attestation indiquant le montant de l'impôt à la source retenu.

VII. Moyens de droit

Le contribuable ou le débiteur des prestations qui conteste la retenue de l'impôt peut, jusqu'à la fin mars de l'année qui suit, exiger une décision de l'administration fiscale cantonale.

VIII. Renseignements

Des informations peuvent être demandées à l'administration fiscale cantonale, service de l'impôt à la source, téléphone

Merkblatt der kantonalen Steuerverwaltung über die Quellenbesteuerung von Entschädigungen an Verwaltungsräte und ihnen gleichgestellte Personen ohne Wohnsitz oder Aufenthalt in der Schweiz

I. Steuerpflichtige Personen

Für Entschädigungen unterliegen Verwaltungsräte oder ähnliche Organe von juristischen Personen mit Sitz oder tatsächlicher Verwaltung im Kanton der Quellensteuer. Ebenfalls für Entschädigungen quellensteuerpflichtig sind Verwaltungsräte oder ähnliche Organe von ausländischen juristischen Personen, die im Kanton eine Betriebsstätte unterhalten, zu deren Lasten die steuerbaren Leistungen ausgerichtet werden (siehe auch Ziffer IV).

II. Steuerbare Leistungen

Steuerbar sind alle Tantiemen, Sitzungsgelder, festen Entschädigungen und ähnlichen Vergütungen, die dem Steuerpflichtigen in seiner Eigenschaft als Verwaltungsrat oder ähnliches Organ entrichtet werden. Nicht steuerbar sind ausschliesslich Reise- und Übernachtungsspesen, die anhand von Belegen nachgewiesen werden.

III. Steuerberechnung

Staats-, Gemeinde- und Bundessteuern

Die Quellensteuer beträgt ... % der Bruttoleistungen. Sie wird nicht erhoben, wenn die steuerbaren Leistungen weniger als Fr. 300.– im Kalenderjahr betragen.

IV. Vorbehalt der Doppelbesteuerungsabkommen

Gemäss den von der Schweiz abgeschlossenen Doppelbesteuerungsabkommen können Entschädigungen an Mitglieder der Verwaltung in der Schweiz nur besteuert werden, wenn die Gesellschaft als solche in der Schweiz ansässig ist, d.h. hier nicht nur eine Betriebsstätte hat.

V. Abrechnung und Ablieferung an die kantonale Steuerverwaltung

1. Die Quellensteuern werden im Zeitpunkt der Auszahlung, Überweisung, Gutschrift oder Verrechnung der steuerbaren Leistung fällig und sind innertTagen nach der Fälligkeit der kantonalen Steuerverwaltung zu überweisen. Für verspätet abgelieferte Quellensteuern werden Verzugszinsen berechnet.
2. Die Unternehmung hat als Schuldner der steuerbaren Leistung der kantonalen Steuerverwaltung das vollständig ausgefüllte amtliche Abrechnungsformular (Formular.....) unter Angabe von Name, Vorname und (ausländischer) Adresse des Steuerpflichtigen, Ein- bzw. Austritt als Organ, ausbezahlter Entschädigung, Quellensteuersatz und Höhe der in Abzug gebrachten Quellensteuern einzureichen. Sie hat Anspruch auf eine Bezugsprovision von % der abgelieferten Quellensteuern.
3. Die Unternehmung haftet für die korrekte Erhebung und Ablieferung der Quellensteuern.
4. Die vorsätzliche oder fahrlässige Unterlassung der Quellensteuererhebung gilt als Steuerhinterziehung.

VI. Ausweis über den Steuerabzug

Dem Steuerpflichtigen ist unaufgefordert eine Bescheinigung über die Höhe der in Abzug gebrachten Quellensteuern auszustellen.

VII. Rechtsmittel

Ist der Steuerpflichtige oder das Unternehmen mit dem Quellensteuerabzug nicht einverstanden, so können diese bis Ende März des Folgejahres einen Entscheid der kantonalen Steuerverwaltung verlangen.

VIII. Auskünfte

Auskünfte erteilt die kantonale Steuerverwaltung, Abteilung Quellensteuern, Telefon.....

Notice de l'administration fiscale cantonale sur l'imposition à la source des revenus acquis en compensation pour les travailleurs étrangers

1. Travailleurs étrangers qui sont domiciliés ou séjournent en Suisse

1.1. Personnes assujetties à l'impôt

Sont assujettis à l'impôt perçu à la source sur les revenus acquis en compensation tous les travailleurs étrangers qui sont, au regard du droit fiscal, domiciliés ou en séjour dans le canton sans être au bénéfice d'un permis d'établissement (permis C) et sans avoir épousé une personne ayant la citoyenneté suisse ou un permis d'établissement en Suisse.

1.2. Revenus acquis en compensation soumis à l'impôt à la source

Sont soumis à l'impôt à la source tous les revenus acquis en compensation (art. 84, al. 2, LIFD et art. 3, al. 1, OIS). Sont soumises en particulier à l'impôt les indemnités journalières (AI, AA, AC, LAMal, etc.), les prestations de tiers responsables, les rentes partielles pour cause d'invalidité (AI, AA, prévoyance professionnelle, etc.) ainsi que toute prestation en capital remplaçant ces revenus.

Les prestations versées à des personnes ayant définitivement cessé leur activité lucrative ne constituent pas des revenus acquis en compensation. Les prestations énumérées ci-dessous ne sont donc pas soumises à l'impôt à la source:

- Rentes AVS;
- Rentes invalidité complètes de l'AI et de la LPP;
- Allocations pour impotents de l'AVS, l'AI et la LAA;
- Rentes entières et indemnités pour atteinte à l'intégrité de la LAA;
- Rentes vieillesse et survivants du 2^e pilier et du 3^e pilier;
- Prestations complémentaires ordinaires et extraordinaires de l'AVS et de l'AI;
- Prestations de libre passage (paiements en espèces) du 2^e pilier et du 3^e pilier.

Dans la mesure où ces prestations sont imposables, elles sont soumises à la procédure ordinaire.

Pour les revenus acquis en compensation soumis à l'impôt à la source, les classifications des barèmes s'effectuent de la manière suivante:

Base légale	Prestation	Personne astreinte à établir un décompte	Barème	
			A, B, C, F, H, L, M, N, P	D, O
1. LAI	indemnité journalière 1/4, 1/2 et 3/4 rente	employeur ¹ resp. caisse de compensation caisse de compensation	X X	X
2. LACI	indemnité journalière de chômage indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail indemnité en cas d'intempéries indemnité en cas d'insolvabilité	caisse de chômage employeur ¹ resp. caisse de chômage employeur ¹ resp. caisse de chômage Caisse de chômage	X X X X X	
3. LAA (régime obligatoire et prolongation de l'assurance par convention)	indemnité journalière indemnité journalière temporaire ² indemnité temporaire ³ rente AI partielle rachat d'une rente AI indemnité ⁴	employeur ¹ resp. assureur employeur ¹ resp. assureur employeur ¹ resp. assureur assureur assureur	X X X X X	X X X X
4. LAA (ass. complémentaire) (LAA-ass. pour la couverture de la différence) ⁵	indemnité journalière rente AI partielle rachat d'une rente AI	employeur ¹ resp. assureur ⁶ assureur assureur	X	X X X
5. LAMal	indemnité journalière	employeur ¹ resp. assureur	X	X ⁷
6. LCA (Assurance contre les dommages) ⁸	indemnité journalière rente	employeur ¹ resp. assureur assureur	X	X X
7. LPP / CO / Règlement de prévoyance / Ordonnance sur le libre passage ⁸ (2 ^e pilier) ⁵	Indemnité journalière rente AI partielle indemnité AI sous forme de capital	employeur ¹ resp. institution de prévoyance institution de prévoyance institution de prévoyance	X	X X X
8. OPP 3 (pilier 3a) ⁵	rente AI partielle indemnité AI sous forme de capital	institution de prévoyance institution de prévoyance		X X
9. LAPG	Indemnité journalière	employeur ¹ resp. caisse de compensation	X X	
10. CO et les lois spéciales (responsabilité civile)	Perte de gain temporaire	employeur ¹ resp. assureur	X	X
11. LAFam / lois cantonales sur les allocations	Allocations familiales, de naissance, pour enfant et de formation	employeur ¹ resp. caisse de compensation	X	X

¹ Dans la mesure où le décompte est établi par l'employeur

² selon l'art. 83 ss OLAA (RS 832.30)

³ selon l'art. 86 ss OLAA

⁴ selon l'art. 23 LAA (RS 832.20)

⁵ Enumération non exhaustive; en cas de prestations d'assurances contre les dommages (cf. ATF 104 II 44 ss, 119 II 361 ss)

⁶ Barème D pour toutes les prestations versées directement par l'assureur

⁷ Les prestations pour indemnités journalières ne dépassant pas 10 fr. ne sont pas décomptées.

⁸ Enumération non exhaustive (cf. ATF 104 II 44 ss, 119 II 361 ss)

2. Travailleurs qui ne sont ni domiciliés ni en séjour en Suisse au regard du droit fiscal

2.1. Personnes assujetties

Les revenus acquis en compensation des travailleurs domiciliés à l'étranger qui sont actifs en Suisse sont également soumis à l'impôt à la source et ce, indépendamment de leur nationalité (art. 91 LIFD). Il s'agit des travailleurs qui exercent une activité lucrative dépendante comme frontaliers, pendant de courtes périodes ou durant la semaine pour le compte d'un employeur domicilié en Suisse (cf. ch. 2.2. ss).

2.2. Revenus acquis en compensation soumis à l'impôt à la source

Sont imposables à la source tous les revenus acquis en compensation (art. 91 en relation avec l'art. 84, al. 2, LIFD, et art. 3, al. 1, OIS). Voir aussi les explications au ch. 1.2. ci-devant.

Les revenus acquis en compensation versés à des personnes domiciliées dans un Etat avec lequel la Suisse n'a pas conclu de convention contre les doubles impositions sont soumis à l'impôt à la source, en application du droit national.

2.3. Réserves des conventions contre les doubles impositions

2.3.1. Généralités:

Les conventions contre les doubles impositions conclues par la Suisse attribuent en principe à l'Etat du lieu de travail (en l'occurrence la Suisse) le droit de prélever des impôts sur les revenus de l'activité lucrative salariée ainsi que sur les revenus compensatoires y afférents. Conformément au commentaire de l'OCDE concernant le Modèle de convention de l'OCDE*, les prestations des assurances sociales qui ne sont pas liées avec une activité lucrative actuelle ne constituent pas des revenus acquis en compensation imposables dans l'Etat du lieu de travail (art. 18, art. 19, al. 2 et art. 21 du modèle de convention de l'OCDE). Les prestations des assurances sociales, en particulier les rentes d'invalidité (complètes ou partielles), sont donc imposables dans l'Etat de résidence, car elles compensent une incapacité durable à exercer une activité lucrative.

Contrairement au tableau 1.2 de cette notice, les rentes versées en compensation d'une invalidité (complètes ou partielles) et qui sont soumises aux bases légales mentionnées aux chiffres 3 (LAA), 4 (LAA, assurance complémentaire) et 6 (LCA) de ce tableau sont imposables conformément à l'aperçu en annexe à cette notice. En ce qui concerne les rentes selon les chiffres 7 (2^e pilier) et 8 (pilier 3a), on applique les notices concernant l'imposition à la source des prestations de prévoyance de droit public ou de droit privé.

2.3.2. Frontaliers:

Sont considérés comme des frontaliers au sens du droit fiscal les travailleurs qui regagnent en général tous les jours leur domicile. Les travailleurs qui regagnent leur domicile une fois par semaine ne sont pas considérés, au sens du droit fiscal, comme des frontaliers.

Les accords particuliers entre la Suisse et ses Etats voisins connaissent quelques particularités en ce qui concerne l'imposition à la source des revenus des frontaliers acquis en compensation (cf. tableau ci-dessous).

* Modèle de convention fiscale concernant le revenu et la fortune de l'OCDE (convention contre les doubles impositions), édition 2014.

	Droit d'imposer	
	Etat du lieu de travail (Suisse)	Etat de domicile (étranger)
Allemagne	X ¹	X ²
Autriche	X	X ²
France	X ³	
Italie	X	
Liechtenstein	X ⁴	X ⁴

¹ En cas de retour quotidien, la Suisse a le droit de prélever un impôt à la source limité à 4,5 % des revenus bruts.

² L'impôt perçu en Suisse est imputé par l'Etat de domicile étranger.

³ Réglementations particulières pour BL, BS, BE, JU, NE, SO, VS, VD en application de l'accord spécial avec la France (assujettissement dans l'Etat de domicile excepté lors d'un emploi dans la fonction publique).

⁴ Imposition dans l'Etat du lieu de travail seulement en cas d'exercice d'une activité auprès d'un employeur de droit public, à l'exception des organismes auxquels participent les deux Etats.

2.4. Déduction des jours de travail dans un Etat tiers

Pour les travailleurs internationaux, il faut tenir compte du fait que l'imposition en Suisse du revenu de l'activité lucrative se limite aux jours de travail effectivement fournis en Suisse. Cette répartition du droit d'imposer s'applique également dans le cadre de l'imposition à la source des revenus acquis en compensation des travailleurs actifs à l'échelle internationale.

2.5. Remboursement des montants d'impôts à la source perçus en trop (ch. 2.3. et 2.4.)

Si les cas présentés aux ch. 2.3. et 2.4. font l'objet d'une double imposition internationale et qu'il n'existe aucun motif de révision selon les articles 147 ss LIFD, la personne assujettie à l'impôt à la source peut demander l'ouverture d'une procédure amiable auprès des autorités fiscales de son pays de résidence en présence d'une convention en vue d'éviter les doubles impositions et conformément aux dispositions idoines (art. 25 modèle OCDE). L'éventuelle demande de révision (art. 147 ss LIFD) doit être déposée dans les 90 jours qui suivent la découverte du motif de révision, auprès de l'autorité de taxation compétente (art. 148 LIFD).

Lors de la déduction des jours de travail effectués dans un Etat tiers (ch. 2.4.), les personnes assujetties à l'impôt à la source doivent joindre à leur demande la notification fiscale étrangère ainsi qu'un calendrier prouvant le nombre de jours travaillés en Suisse et à l'étranger pour les 12 derniers mois de travail. Ce calendrier doit porter la signature de l'employeur et celle du travailleur soumis à l'impôt à la source. Sont considérés comme des jours de travail effectués en Suisse les jours suivants:

- tous les jours de travail où le collaborateur a été physiquement présent pour son travail en Suisse (même si la durée est très courte);
- tous les jours de présence en Suisse lors desquels l'exercice de l'activité professionnelle n'est exceptionnellement pas possible (par ex. en cas de grève);
- en principe aussi les jours de congé maladie/accident, sauf si la maladie empêche le départ de la Suisse du collaborateur;
- les jours de travail incomplets en Suisse (même de très courte durée), en particulier les jours d'arrivée et de départ.

Si la preuve du nombre de jours de travail est recevable, les autorités fiscales procèdent au remboursement dans le cadre d'une procédure de correction ultérieure du barème ou d'une procédure de taxation ordinaire ultérieure, de la manière suivante:

- Rentes d'invalidité (ch. 2.3.): exonération complète de l'impôt à la source suisse avec remboursement du montant acquitté.
- Déduction des jours de travail dans un Etat tiers (ch. 2.4.): exonération en fonction des jours de travail dont il est prouvé qu'ils ont été effectués à l'étranger. On se fonde alors sur 240 jours de travail par an et on tient compte des jours de travail effectués à l'étranger durant les 12 derniers mois de travail.

3. Obligation de remettre les décomptes et calcul de l'impôt

3.1. Décompte par l'employeur

L'obligation de remettre les décomptes incombe à l'employeur dans la mesure où c'est lui qui calcule et verse ou impute au contribuable les revenus acquis en compensation. Si le décompte est effectué par l'employeur, l'institution de prévoyance ou l'assureur a le droit de verser à l'employeur les prestations sans effectuer les retenues. L'employeur prélève alors en temps utile l'impôt à la source sur ces revenus compensatoires et sur tous les autres revenus de l'activité lucrative.

Lorsque l'employeur verse des revenus compensatoires, ceux-ci sont ajoutés au revenu mensuel brut versé durant la même période de décompte et soumis à l'impôt à la source selon le même barème.

3.2. Décompte par l'institution de prévoyance ou par l'assureur

L'institution de prévoyance resp. l'assureur est responsable de remettre le décompte lorsqu'elle verse, crédite ou impute directement au contribuable les revenus compensatoires, indépendamment du fait que le contribuable possède un droit de créance direct envers l'institution de prévoyance resp. l'assureur. Si l'institution de prévoyance resp. l'assureur verse directement les prestations d'assurance au contribuable, l'assujettissement à l'impôt à la source doit préalablement être défini auprès de l'employeur resp. de l'autorité fiscale compétente.

L'impôt à la source est calculé sur les revenus bruts (art. 84, al. 1, LIFD). On applique les barèmes suivants:

- pour les prestations versées sur la base des revenus assurés mais pas en plus des revenus de l'activité lucrative, on applique les barèmes suivants:

Barème A	Ce barème s'applique aux contribuables célibataires, divorcés, séparés de droit ou de fait ou veufs qui ne vivent pas en ménage commun avec des enfants ou des personnes nécessiteuses.
Barème B	Ce barème s'applique aux couples mariés faisant ménage commun dont seul l'un des conjoints exerce une activité lucrative.
Barème C	Ce barème s'applique aux couples mariés faisant ménage commun dont les deux conjoints exercent une activité lucrative.
Barème F	Ce barème s'applique aux frontaliers au sens de l'accord italo-suisse du 3 octobre 1974 relatif à l'imposition des travailleurs frontaliers et à la compensation financière en faveur des communes italiennes limitrophes qui vivent dans une commune limitrophe italienne et dont l'époux ou l'épouse exerce une activité lucrative en dehors de la Suisse.
Barème H	Ce barème s'applique aux contribuables célibataires, divorcés, séparés de droit ou de fait ou veufs qui vivent en ménage commun avec des enfants dont ils assurent l'essentiel de l'entretien.
Barème L	Ce barème s'applique aux frontaliers au sens de la convention du 11 août 1971 entre la Confédération suisse et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (CDI-D) qui réunissent les conditions du barème A.
Barème M	Ce barème s'applique aux frontaliers au sens de la CDI-D qui réunissent les conditions du barème B.
Barème N	Ce barème s'applique aux frontaliers au sens de la CDI-D qui réunissent les conditions du barème C.
Barème P	Ce barème s'applique aux frontaliers au sens de la CDI-D qui réunissent les conditions du barème H.

- pour les prestations qui ne sont pas versées sur la base des revenus assurés ou des revenus de l'activité lucrative accessoire, on applique le barème D ou le barème O (taux d'impôt linéaire selon le canton compétent).

4. Décompte avec l'administration fiscale cantonale et paiement

4.1. Échéance de l'impôt à la source

L'impôt à la source est échu au moment du paiement ou de l'inscription en compte de la prestation compensatoire.

4.2. Décompte de l'impôt à la source

L'institution de prévoyance, l'assureur ou l'employeur ont l'obligation de remettre à l'autorité fiscale cantonale la formule de décompte dûment remplie. Un décompte électronique demeure réservé. La formule de décompte ou le décompte électronique doivent en général contenir les données suivantes (on applique les directives du canton compétent):

- Numéro d'assurance sociale (NAVS13) ou numéro SYMIC, date de naissance, nom et prénom du contribuable;
- Canton, commune de domicile ou de séjour (pour les contribuables dont le lieu de séjour ou de domicile au regard du droit fiscal est la Suisse) ou la commune du siège de l'institution de prévoyance, de l'assureur ou de l'employeur (pour les contribuables sans séjour ni domicile au regard du droit fiscal en Suisse);
- Données de mutation;
- Montant de la prestation brute;
- Période de prestation;
- Barème appliqué (pour les contribuables dont le domicile ou le lieu de séjour au regard du droit fiscal est la Suisse: barème du canton de séjour ou de domicile / pour les contribuables dont le domicile ou le lieu de séjour au regard du droit fiscal n'est pas la Suisse: barème du canton dans lequel se trouve le siège), taux de l'impôt, nombre d'enfants (excepté pour les barèmes D et O) ainsi que le montant de l'impôt à la source porté en déduction.

Les délais de décompte de l'autorité fiscale compétente doivent être respectés (art. 88, al. 1, let. c, LIFD resp. art. 100, al. 1 lit. c, LIFD). Le débiteur de la prestation imposable (institution de prévoyance, assureur, employeur) reçoit une commission de perception dont le taux est fixé par l'autorité fiscale compétente (art. 88, al. 4, LIFD resp. art. 100, al. 3, LIFD). En cas de violation des obligations de procédure, cette commission est diminuée, voire supprimée.

4.3. Versement des impôts à la source

Les impôts à la source doivent être versés, conformément au décompte, à l'autorité fiscale compétente. Le débiteur de l'impôt qui n'a pas acquitté les montants dus dans les délais doit verser un intérêt moratoire.

4.4. Responsabilité

Le débiteur de la prestation imposable (institution de prévoyance, assureur, employeur) est responsable, indépendamment de toute faute, de la perception correcte de l'impôt à la source (art. 88, al. 3, LIFD resp. art. 100, al. 2, LIFD).

4.5. Soustraction d'impôt / Détournement de l'impôt à la source

Le contribuable qui, intentionnellement ou par négligence, fait en sorte qu'une taxation ne soit pas effectuée alors qu'elle devrait l'être, se fait l'auteur d'une soustraction d'impôt et peut être puni d'une amende (art. 175 LIFD). Celui qui, tenu de percevoir l'impôt à la source, détourne les montants perçus à son profit ou à celui d'un tiers, se fait l'auteur d'un détournement de l'impôt à la source et est puni de l'emprisonnement ou d'une amende (art. 187 LIFD).

5. Attestation de la retenue d'impôt / Voies de droit / Renseignements

Le débiteur de la prestation imposable a l'obligation de remettre au contribuable, sans y être invité, un relevé ou une attestation indiquant le montant de l'impôt retenu (art. 88, al. 1, let. b, LIFD resp. art. 100, al. 2, LIFD).

Lorsque le contribuable ou le débiteur de la prestation imposable conteste le principe même ou le montant (par ex. le barème appliqué) de la retenue de l'impôt à la source, il peut, jusqu'à la fin mars de l'année suivante, exiger que l'administration fiscale cantonale rende une décision quant à l'assujettissement à l'impôt à la source. En cas de double imposition internationale, le contribuable peut faire valoir le droit d'engager une procédure de révision (voir ch. 2.5.).

Des renseignements supplémentaires peuvent être obtenus auprès de l'administration fiscale cantonale compétente.

Revenus acquis en compensation (prestations d'invalidité versées à des bénéficiaires domiciliés à l'étranger)

Applicable dès le 1^{er} janvier 2017

Les nouveautés par rapport à l'état au 1.1.16 sont signalées en marge.

Aperçu des conventions contre les doubles impositions

Remarque: Le présent aperçu ne comporte que les prestations qualifiées, en application du Modèle de convention de l'OCDE, comme autres revenus (art. 21, Modèle de convention OCDE).

Etat de domicile étranger ²	Bases légales ¹ : LAA / LAA (ass. complémentaire) / LCA	
	Rentes Retenue de l'impôt à la source oui / non	Prestations en capital Remboursement possible oui / non
Afrique du Sud	non	oui
Albanie	non	oui
Algérie	non	oui
Allemagne	non	oui
Argentine	oui	non
Arménie	non	oui
Australie	oui ³	non
Autriche	non	oui
Azerbaïdjan	non	oui
Bangladesh	non	oui
Belgique	non	oui
Biélorussie	non	oui
Bulgarie	non	oui
Canada	oui (max. 15 %)	non
Chypre	non	oui
Chili	oui	non
Chine	non	oui
Colombie	non	oui
Corée du sud	non	oui
Côte d'Ivoire	non	oui
Croatie	non	oui
Danemark	non	oui
Egypte	oui	non
Emirats Arabes Unis	oui	non
Equateur	non	oui
Espagne	non	oui
Estonie	non	oui
Etats-Unis (USA)	oui (max. 15 %)	oui (pour autant qu'ils dépassent 15 %)
Finlande	non	oui
France	non	oui
Géorgie	non	oui
Ghana	non	oui
GB / Royaume-Uni	non	oui
Grèce	non	oui
Hong Kong	non	oui
Hongrie	non	oui
Inde	non	oui
Indonésie	oui	non
Iran	non	oui
Irlande	non	oui
Islande	non	oui

¹ Cf. Tableau sous ch. 1.2. de la notice sur l'imposition à la source des revenus acquis en compensation.

² Pour les pays qui ne figurent pas sur cette liste, l'impôt à la source perçu sur les rentes doit toujours être porté en déduction et il n'existe pas de droit au remboursement pour les prestations en capital.

³ Possibilité de rétrocession, pour autant qu'imposé dans l'état de domicile (exiger un justificatif d'imposition).

Etat de domicile étranger ⁵	Bases légales ⁴ : LAA / LAA (ass. complémentaire) / LCA	
	Rentes Retenue de l'impôt à la source oui / non	Prestations en capital Remboursement possible oui / non
Israël	oui ⁶	oui ⁶
Italie	non	oui
Jamaïque	non	oui
Japon	non	oui
Kazakhstan	non	oui
Kirghizistan	non	oui
Koweït	non	oui
Lettonie	non	oui
Liechtenstein	non	oui
Lituanie	non	oui
Luxembourg	non	oui
Macédoine	non	oui
Malaisie	oui	non
Malte	non	oui
Maroc	non	oui
Mexique	oui	non
Moldavie	non	oui
Mongolie	non	oui
Monténégro	non	oui
Norvège	non	oui
Nouvelle-Zélande	oui	non
Oman	non	oui
Ouzbékistan	non	oui
Pakistan	oui ⁷	non ⁷
Pays-Bas	non	oui
Pérou	oui	non
Philippines	oui	non
Pologne	non	oui
Portugal	non	oui
Qatar	non	oui
République Tchèque	non	oui
Roumanie	non	oui
Russie	non	oui
Serbie	non	oui
Singapour	non	oui
Slovaquie	non	oui
Slovénie	non	oui
Sri Lanka	non	oui
Suède	non	oui
Tadjikistan	non	oui
Taipei chinois (Taïwan)	non	oui
Thaïlande	oui	non
Trinidad et Tobago	oui	non
Tunisie	non	oui
Turkménistan	non	oui
Turquie	non	oui
Ukraine	non	oui
Uruguay	non	oui
Venezuela	non	oui
Vietnam	oui	non

⁴ Cf. Tableau sous ch. 1.2. de la notice sur l'imposition à la source des revenus acquis en compensation.

⁵ Pour les pays qui ne figurent pas sur cette liste, l'impôt à la source perçu sur les rentes doit toujours être porté en déduction et il n'existe pas de droit au remboursement pour les prestations en capital.

⁶ Possibilité de rétrocession, pour autant qu'imposé dans l'état de domicile (exiger un justificatif d'imposition).

⁷ A l'exception des prestations de l'assurance contre les accidents professionnels.

Demande de remboursement de l'impôt à la source prélevé sur les prestations provenant d'institutions de prévoyance ayant leur siège en Suisse

➔ À REMPLIR PAR LE CONTRIBUABLE

	2 ^e pilier (prévoyance professionnelle) Pilier 3a (prévoyance liée)	Prestation en capital Rente
Données personnelles	Nom _____	Prénom _____
	Date de naissance _____	Nationalité 1 ¹ _____
	État civil _____	Nationalité 2 ¹ _____
Adresse à l'étranger	Rue, n° _____	
	NPA, Localité _____	Pays ² _____
Nom et adresse du représentant (facultatif)	Nom _____	
	Adresse _____	
	NPA, Localité _____	Canton _____
Nom et adresse de l'institution de prévoyance	Nom _____	
	Adresse _____	
	NPA, Localité _____	Canton _____
Rente³ brute (périodique)	CHF _____	Impôt retenu à la source CHF ³ _____
Période	du _____	au _____
Prestation en capital brute (versement unique)	CHF _____	Impôt retenu à la source CHF _____
	Date du versement _____	
Nom et adresse du dernier employeur en Suisse	Raison sociale _____	
	Adresse _____	
	NPA, Localité _____	Canton _____

➔ À REMPLIR PAR L'AUTORITÉ FISCALE ÉTRANGÈRE

L'autorité fiscale de l'État de résidence confirme: qu'elle a pris connaissance de la prestation susmentionnée
et,
que le bénéficiaire de la prestation est de résident au sens de la convention en vue d'éviter les doubles impositions conclue avec la Suisse.

Elle confirme aussi que:

- ➔ dans la mesure où le bénéficiaire de la prestation est domicilié dans l'un des États suivants⁴: Australie, Bulgarie, Chine, Chypre, France⁵, Israël, Pérou ou Uruguay,
qu'elle a effectivement imposé la prestation susmentionnée (joindre l'attestation d'imposition).
- ➔ dans la mesure où le bénéficiaire de la prestation est domicilié dans l'un des États suivants⁴: Corée du Sud, Irlande, Japon ou Royaume-Uni (GB)
et,
dans la mesure où les revenus du bénéficiaire de la prestation ne sont soumis à l'impôt que pour la partie transférée ou touchée dans cet État («taxation on remittance basis»), que le montant suivant a effectivement été transféré ou touché dans cet État:

CHF _____

Lieu et date

Timbre et signature de l'autorité fiscale étrangère

Informations complémentaires pour le remboursement de l'impôt à la source prélevé sur les prestations provenant d'institutions de prévoyance ayant leur siège en Suisse

➔ À REMPLIR PAR LE CONTRIBUABLE

Données personnelles

Nom _____

Prénom _____

Adresse électronique _____

Coordonnées de paiement pour le remboursement de l'impôt retenu à la source⁶

Banque

Nom de la banque _____

Filiale _____

Adresse de la banque _____

N° de compte (IBAN) _____

BIC/SWIFT _____

Titulaire du compte _____

Poste

N° de compte (IBAN) _____

Titulaire du compte _____

Lieu et date _____

Signature du requérant/de la requérante _____

- ➔ Veuillez remplir **intégralement** le présent formulaire de **deux pages** et le transmettre à l'administration fiscale du canton dans lequel **l'institution de prévoyance a son siège ou un établissement stable**.
- ➔ Pour les **prestations en capital**, veuillez joindre à la demande **une copie du décompte de paiement établi par l'institution de prévoyance**.
- ➔ Pour les **rentes**, veuillez joindre à la demande **une copie de l'attestation de rente**.

Explications:

¹ Veuillez mentionner toutes les nationalités.

² Les personnes résidant d'Allemagne doivent joindre à la demande une copie de l'attestation de résidence pour les travailleurs frontaliers (si disponible).

³ Montant (brut) de la rente resp. de l'impôt retenu à la source pendant la période sur laquelle porte la demande de remboursement.

⁴ Veuillez souligner le pays concerné.

⁵ Les personnes résidant de France doivent en outre joindre à la demande les modalités de calcul de l'imposition effective.

⁶ Veuillez cocher les coordonnées de paiement qui conviennent.

Annexes:

Copie de l'attestation de résidence pour les travailleurs frontaliers résidant d'Allemagne

Attestation d'imposition

Copie du décompte de paiement établi par l'institution de prévoyance (pour les prestations en capital)

Copie de l'attestation de rente (pour les rentes)

Application to refund the withholding tax on payments by pension funds domiciled in Switzerland

➔ TO BE FILLED IN BY THE TAXPAYER

	Second pillar (pension fund) Pillar 3a (restricted pension plan)	Lump sum Pension
Personal details	Surname _____	First name _____
	Date of birth _____	Nationality 1 ¹ _____
	Marital status _____	Nationality 2 ¹ _____
Home address abroad	Street, no. _____	
	Postcode / Town/city _____	Country ² _____
Name and address of representative (optional)	Name _____	
	Address _____	
	Postcode / Town/city _____	Canton _____
Name and address of pension fund	Name _____	
	Address _____	
	Postcode / Town/city _____	Canton _____
Pension³ gross (periodic)	CHF _____	Withholding tax deduction CHF ³ _____
Time range	from _____	to _____
Lump sum gross (one-off)	CHF _____	Withholding tax deduction CHF _____
	Date of the payment _____	
Name and address of the last employer in Switzerland	Company _____	
	Address _____	
	Postcode / Town/city _____	Canton _____

➔ TO BE FILLED IN BY THE FOREIGN TAX AUTHORITIES

The tax authority of the country of domicile confirms: having taken note of the aforementioned payment **and,** that the recipient of the payment is a person resident as defined in the double taxation agreement with Switzerland

and

- ➔ in case the recipient of the payment is resident in⁴: Australia, China, Bulgaria, France⁵, Israel, Peru, Uruguay or Cyprus
the aforementioned payment has effectively been taxed (enclose proof of taxation)
- ➔ in case the recipient of the payment is resident in⁴: the United Kingdom (GB), Ireland, Japan or South Korea **and,** so long as the recipient of the payment is taxed only on the components of the income which was transferred or withdrawn there (taxation on remittance basis), that the following amount has effectively been transferred to or was withdrawn in this country:

CHF _____

Place, date

Stamp and signature of the foreign tax authority

Supplementary information for the refund of withholding tax on payments by pension funds domiciled in Switzerland

➔ TO BE FILLED IN BY THE TAXPAYER

Personal details

Surname

First name

Email address

Payment details for the refund of withholding tax⁶

Bank

Name of the bank

Subsidiary

Bank address

Account no. (IBAN)

BIC/SWIFT

Account holder

Post

Account no. (IBAN)

Account holder

Place, date

Signature of the applicant

- ➔ This form comprises **two pages**. Both pages must be completed **in full** and submitted.
- ➔ Both pages of the completed form must be submitted to the cantonal tax administration where the **pension fund is headquartered or permanently established**.
- ➔ In the case of **lump sums**, a **copy of the payment slip from the pension fund** is to be submitted with the application.
- ➔ In the case of **pension benefits**, a **copy of the pension statement** must be submitted with the application.

Explanations:

¹ All nationalities must be indicated.

² German residents must submit a copy of their residence permit for cross-border commuters, if available.

³ Pension amount (gross) or withholding tax for the period for which the withholding tax refund is being claimed.

⁴ Underline country applicable.

⁵ French residents must additionally submit the calculation method of the actual taxation together with the application.

⁶ Check applicable payment.

Enclosures:

Copy of the residence permit for cross-border commuters in the case of domicile in Germany

Proof of taxation

Copy of the payment slip in the case of lump-sum payments

Copy of the pension statement in the case of pension payments

Antrag auf Rückerstattung der Quellensteuer auf Leistungen von Vorsorgeeinrichtungen mit Sitz in der Schweiz

➔ VON DER STEUERPFLICHTIGEN PERSON AUSZUFÜLLEN

	2. Säule (berufliche Vorsorge) Säule 3a (gebundene Vorsorge)	Kapitalleistung Rente
Personalien	Name _____	Vorname _____
	Geburtsdatum _____	Nationalität 1 ¹ _____
	Zivilstand _____	Nationalität 2 ¹ _____
Wohnadresse im Ausland	Strasse, Nr. _____	
	PLZ / Ort _____	Land ² _____
Name und Adresse des Vertreters (optional)	Name _____	
	Adresse _____	
	PLZ / Ort _____	Kanton _____
Name und Adresse der Vorsorgeeinrichtung	Name _____	
	Adresse _____	
	PLZ / Ort _____	Kanton _____
Rente³ brutto (periodisch)	CHF _____	Quellensteuerabzug CHF ³ _____
Zeitraum	vom _____	bis _____
Kapitalleistung brutto (einmalig)	CHF _____	Quellensteuerabzug CHF _____
	Datum der Auszahlung _____	
Name und Adresse des letzten Arbeitgebers in der Schweiz	Firma _____	
	Adresse _____	
	PLZ / Ort _____	Kanton _____

➔ VON DER AUSLÄNDISCHEN STEUERBEHÖRDE AUSZUFÜLLEN

Die Steuerbehörde des Wohnsitzstaates bestätigt: von obenstehender Leistung Kenntnis genommen zu haben
und,
dass der Empfänger der Leistung eine im Sinne des Doppelbesteuerungsabkommens mit der Schweiz ansässige Person ist

sowie

- ➔ bei Wohnsitz des Leistungsempfängers in⁴:
Australien, China, Bulgarien, Frankreich⁵, Israel, Peru, Uruguay oder Zypern
die obenstehende Leistung effektiv besteuert zu haben (Besteuerungsnachweis beilegen)
- ➔ bei Wohnsitz des Leistungsempfängers in/im⁴:
Vereinigten Königreich (GB), Irland, Japan oder Südkorea
und,
sofern der Empfänger der Leistung auf seinen Einkünften nur auf jenen Teilbeträgen besteuert wird, die dorthin überwiesen oder dort bezogen wurden («taxation on remittance basis»), dass folgender Betrag effektiv in diesen Staat überwiesen oder dort bezogen wurde:

CHF _____

Ort, Datum

Stempel und Unterschrift der ausländischen Steuerbehörde

Ergänzende Angaben für die Rückerstattung der Quellensteuer auf Leistungen von Vorsorgeeinrichtungen mit Sitz in der Schweiz

➔ VON DER STEUERPFLICHTIGEN PERSON AUSZUFÜLLEN

Personalien

Name _____

Vorname _____

E-Mail-Adresse _____

Zahlungsverbindung für die Rückerstattung der Quellensteuer⁶

Bank

Name der Bank _____

Filiale _____

Adresse der Bank _____

Konto-Nr. (IBAN) _____

BIC/SWIFT _____

Inhaber des Kontos _____

Post

Konto-Nr. (IBAN) _____

Inhaber des Kontos _____

Ort, Datum _____

Unterschrift des Antragsstellers/der Antragsstellerin _____

- ➔ Dieses Formular umfasst **zwei Seiten**. Beide Seiten sind **vollständig** auszufüllen und einzureichen.
- ➔ Beide Seiten des vollständig ausgefüllten Formulars sind der Steuerverwaltung jenes Kantons einzureichen, in dem die **Vorsorgeeinrichtung ihren Sitz bzw. Betriebsstätte** hat.
- ➔ Bei **Kapitalleistungen** ist dem Antrag eine **Kopie der Auszahlungsabrechnung der Vorsorgeeinrichtung** beizulegen.
- ➔ Bei **Rentenleistungen** ist dem Antrag eine **Kopie der Rentenbescheinigung** beizulegen.

Erläuterungen:

¹ Es sind sämtliche Nationalitäten anzugeben.

² Für in Deutschland ansässige Personen ist, falls vorhanden, eine Kopie der Ansässigkeitsbescheinigung für Grenzgänger beizulegen.

³ Rentenbetrag (brutto) bzw. Quellensteuer der Periode, für welche die Quellensteuer zurückgefordert wird.

⁴ Zutreffendes Land unterstreichen.

⁵ Dem Antrag für in Frankreich ansässigen Personen sind zusätzlich die Berechnungsmodalitäten der tatsächlichen Besteuerung beizulegen.

⁶ Zutreffende Zahlungsverbindung ankreuzen.

Beilagen:

Kopie der Ansässigkeitsbescheinigung für Grenzgänger bei Ansässigkeit in Deutschland

Besteuerungsnachweis

Kopie der Auszahlungsabrechnung bei Kapitalleistungen

Kopie der Rentenbescheinigung bei Rentenleistungen

Istanza di rimborso dell'imposta alla fonte prelevata sulle prestazioni provenienti da istituzioni di previdenza professionale con sede in Svizzera

➔ DA COMPILARE DAL CONTRIBUENTE

	2° pilastro (previdenza professionale) Pilastro 3a (previdenza privata)	Prestazione in capitale Rendita
Generalità	Cognome _____	Nome _____
	Data di nascita _____	Nazionalità 1 ¹ _____
	Stato civile _____	Nazionalità 2 ¹ _____
Indirizzo all'estero	Via, n. _____	
	NPA / Luogo _____	Paese ² _____
Nome e indirizzo del rappresentante (facoltativo)	Nome _____	
	Indirizzo _____	
	NPA / Luogo _____	Cantone _____
Nome e indirizzo dell'istituzione di previdenza	Nome _____	
	Indirizzo _____	
	NPA / Luogo _____	Cantone _____
Importo lordo della rendita³ (périodique)	CHF _____	Ritenuta d'imposta alla fonte CHF ³ _____
	Periodo dal _____	al _____
Prestazione lorda in capitale (unica)	CHF _____	Ritenuta d'imposta alla fonte CHF _____
	Data del versamento _____	
Nome e indirizzo dell'ultimo datore di lavoro in Svizzera	Ditta _____	
	Indirizzo _____	
	NPA / Luogo _____	Cantone _____

➔ DA COMPILARE DALL'AUTORITÀ FISCALE STRANIERA

L'autorità fiscale del Paese di domicilio certifica: di aver preso conoscenza del pagamento della prestazione in capitale sopra menzionata
e
che il beneficiario della prestazione è cittadino residente ai sensi della Convenzione per evitare la doppia imposizione con la Svizzera

nonché

- ➔ se il beneficiario della prestazione è residente in⁴:
Australia, Cina, Bulgaria, Francia⁵, Israele, Perù, Uruguay o Cipro
di aver effettivamente tassato la prestazione sopra menzionata (allegare un documento che attesti l'imposizione avvenuta).
- ➔ se il beneficiario della prestazione è residente in⁴:
Regno Unito (GB), Irlanda, Giappone o Corea del Sud
e
a condizione che il beneficiario della prestazione venga tassato solo sulla sua parte di reddito trasferita o percepita in questo Paese, che l'importo seguente è effettivamente stato trasferito o percepito in questo Paese («taxation on remittance basis»):
CHF _____

Luogo, data

Timbro e firma dell'autorità fiscale straniera

Informazioni supplementari per il rimborso dell'imposta alla fonte prelevata sulle prestazioni provenienti da istituzioni di previdenza professionale con sede in Svizzera

➔ DA COMPILARE DAL CONTRIBUENTE

Generalità	Cognome _____	Nome _____
	Indirizzo e-mail _____	
Coordinate per il rimborso dell'imposta alla fonte⁶	Banca	
	Nome della banca _____	
	Filiale _____	
	Indirizzo della banca _____	
	Conto n. (IBAN) _____	
	BIC / SWIFT _____	
	Titolare del conto _____	
	Posta	
	Conto n. (IBAN) _____	
	Titolare del conto _____	

Luogo, data

Firma dell'istante

- ➔ Il presente modulo è composto da **due pagine**. Si prega di compilarle **in modo completo** e trasmetterle entrambe.
- ➔ Le due pagine del modulo debitamente compilate devono essere trasmesse all'amministrazione fiscale del Cantone in cui si trova **la sede o lo stabilimento d'impresa dell'istituzione di previdenza**.
- ➔ In caso di **prestazioni in capitale**: allegare una **copia del conteggio di pagamento stabilito dall'istituzione di previdenza**.
- ➔ In caso di **prestazioni in forma di rendita**: allegare una **copia dell'attestazione delle rendite**.

Spiegazione:

¹ Indicare tutte le nazionalità.

² Per le persone residenti in Germania: allegare una copia dell'attestato di residenza per frontalieri (se disponibile).

³ Importo delle rendite (lordo) o dell'imposta alla fonte del periodo per il quale viene chiesto il rimborso.

⁴ Sottolineare il Paese di residenza.

⁵ Per le persone residenti in Francia: allegare all'istanza le modalità di calcolo dell'imposizione effettiva.

⁶ Apporre una crocetta nella casella corrispondente alla variante scelta.

Allegati:

Copia dell'attestato di residenza per i frontalieri residenti in Germania

Attestazione d'imposizione

Copia del conteggio di pagamento in caso di prestazioni in capitale

Copia dell'attestazione delle rendite in caso di prestazioni in forma di rendita